

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité d'Hébertville tenue le 11 janvier 2021 à 19h00, à huis clôt suite au décret # 1-2021.

PRÉSENTS :

M. Marc Richard, maire
M. Éric Friolet, conseiller district #1
M. Yves Rossignol, conseiller district #2
Mme Éliane Champigny, conseillère district #3
M. Tony Côté, conseiller district #4
M. Dave Simard, conseiller district #5
M. Christian Desgagnés, conseiller district #6

ÉGALEMENT PRÉSENT :

Monsieur Sylvain Privé, directeur général

1. MOT DE BIENVENUE DU MAIRE ET CONSTAT DU QUORUM

À 19:00, le maire, Marc Richard, préside et après avoir constaté le quorum, déclare la séance ouverte.

2. ADMINISTRATION

2.1 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6738-2021

Il est proposé par M. Dave Simard, conseiller, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

Que le Conseil municipal d'Hébertville adopte le projet d'ordre du jour en ajoutant les points suivants :

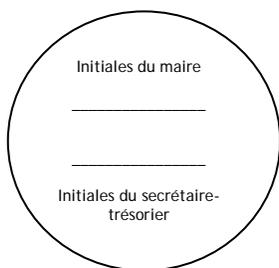
9. Affaires nouvelles

- 9.1 Rationalisation des investissements pour la remontée T1 - Mont Lac-Vert
- 9.2 Mandat pour sondage de sol rang 2 - Projet Réhabilitation du réseau routier local (RIRL)
- 9.3 Sécurité publique - Le maire décrète des travaux d'urgence pour le secteur du chemin des Sables touché par les embâcles du 26 décembre 2020 selon l'article 937 du Code municipal

1. Mot de bienvenue du maire et constat du quorum

2. Administration

- 2.1 Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 2.2 Exemption de la lecture des procès-verbaux de la séance régulière du 7 décembre 2020 et des séances extraordinaires du 16 décembre 2020
- 2.3 Adoption des procès-verbaux de la séance régulière du 7 décembre 2020 et des séances extraordinaires du 16 décembre 2020
- 2.4 Retour et commentaires sur les procès-verbaux de la séance régulière du 7 décembre 2020 et des séances extraordinaires du 16 décembre 2020



3. Résolutions

- 3.1 Travaux relatifs à la fourniture et l'installation d'équipements pour la réduction de rejets de phosphate - Libération de la retenue finale
- 3.2 Transport adapté Lac-St-Jean-Est - Budget 2021
- 3.3 Amélioration du système électrique au camping municipal - Décompte progressif # 2
- 3.4 Analyse de vulnérabilité des puits - Adjudication de contrat
- 3.5 Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) - Adhésion 2021
- 3.6 Mandat à la firme environnement CA - Caractérisation environnementale de sols de remblai
- 3.7 Projet de réfection de la remontée mécanique T2 - Paiement du décompte progressif #3
- 3.8 Projet de réfection de la route collectrice entre Hébertville et Hébertville-Station - Contrôle qualitatif des matériaux - Déboursé # 3
- 3.9 Nomination des comités municipaux 2021
- 3.10 Projet de réfection de la route collectrice en Hébertville-Station et Hébertville - Attestation de fin des travaux

4. Correspondance

- 4.1 Ministère de l'Éducation - Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS)

5. Loisirs et culture

- 5.1 Aucun

6. Urbanisme

- 6.1 Avis de motion - Règlement 1000-20 concernant la sécurité, la paix et l'ordre
- 6.2 Projet de règlement 1000-20 concernant la sécurité, la paix et l'ordre
- 6.3 Avis de motion - Règlement 1001-20 concernant les nuisances
- 6.4 Projet de règlement 1001-20 concernant les nuisances
- 6.5 Avis de motion - Règlement 1002-20 concernant la sécurité routière, circulation et stationnement
- 6.6 Projet de règlement 1002-20 concernant la sécurité routière, circulation et stationnement
- 6.7 Avis de motion - Règlement 1003-20 concernant le colportage et la sollicitation sur le territoire de la Municipalité
- 6.8 Projet de règlement 1003-20 concernant le colportage et la



sollicitation sur le territoire de la Municipalité

- 6.9 Avis de motion -Règlement 1004-20 concernant les animaux
 - 6.10 Projet de règlement 1004-20 concernant les animaux
 - 6.11 Avis de motion - Règlement 1005-2020 concernant les systèmes d'alarme
 - 6.12 Projet de règlement 1005-20 concernant les systèmes d'alarme
 - 6.13 Demande de dérogation mineure - Lot 4 685 007 cadastre du Québec
 - 6.14 Demande de permis de construction PIIA - 643, rue Labarre
 - 6.15 Adhésion annuelle à la COMBEQ (Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec)
 - 6.16 Vente de terrain par le Municipalité - Lot 6 367 396 cadastre du Québec
 - 6.17 Demande de dérogation mineure - 5 tour-du-Lac-Gamelin
- 7. Dons - Subventions - Invitations
 - 8. Rapport des comités
 - 9. Affaires nouvelles
 - 10. Liste des comptes
 - 10.1 Liste des comptes de la municipalité d'Hébertville
 - 10.2 Liste des comptes du Mont Lac-Vert
 - 11. Période de questions
 - 12. Levée de l'assemblée

2.2 EXEMPTION DE LA LECTURE DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 7 DÉCEMBRE 2020 ET DES SÉANCES EXTRAORDINAIRES DU 16 DÉCEMBRE 2020

6739-2021

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par Mme Éliane Champigny, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

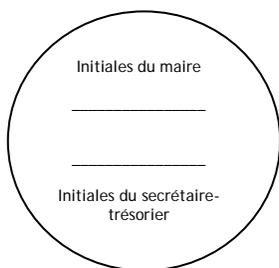
D'exempter la lecture des procès-verbaux de la séance régulière du 7 décembre 2020 et des séances extraordinaires du 16 décembre 2020.

2.3 ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 7 DÉCEMBRE 2020 ET DES SÉANCES EXTRAORDINAIRES DU 16 DÉCEMBRE 2020

6740-2021

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Yves Rossignol, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

Que les procès-verbaux de la séance régulière du 7 décembre 2020 et des séances extraordinaires du 16 décembre 2020, dont une copie conforme a été signifiée à tous les membres du Conseil, dans les délais prévus par la Loi, soient approuvés tels que rédigés.



2.4 RETOUR ET COMMENTAIRES SUR LES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 7 DÉCEMBRE 2020 ET DES SÉANCES EXTRAORDINAIRES DU 16 DÉCEMBRE 2020

Aucun commentaire soulevé.

3. RÉOLUTIONS

3.1 TRAVAUX RELATIFS À LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LA RÉDUCTION DE REJETS DE PHOSPHATE - LIBÉRATION DE LA RETENUE FINALE

6741-2021

Considérant que les travaux relatifs à la fourniture et l'installation d'équipements pour la réduction de rejets de phosphate ont été effectués à la satisfaction de la firme Norda Stelo, ingénieurs responsables de la surveillance du chantier;

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par M. Yves Rossignol, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter de libérer la retenue définitive de 5 % représentant un montant de 14 609,07 \$ taxes incluses à l'entreprise Construction Bon-Air, tel que recommandé par la firme d'ingénieur Norda Stelo.

3.2 TRANSPORT ADAPTÉ LAC-ST-JEAN-EST - BUDGET 2021

6742-2021

Considérant que la municipalité d'Hébertville s'implique au niveau régulier de transport adapté aux personnes handicapées en acceptant les prévisions budgétaires pour l'année 2021 préparées par la Corporation du Transport adapté Lac St-Jean-Est, par conséquent elle consent à participer au financement d'un tel transport pour personnes handicapées selon les modalités suivantes :

1. La municipalité d'Hébertville remettra à titre de contribution financière à la Corporation du Transport adapté Lac St-Jean-Est au cours de la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 un montant de 3 981 \$ à être versé en un versement pour le 20 mars 2021;

2. Ce montant, additionné aux contributions financières des autres municipalités participantes et aux revenus provenant des usagers représenteront des revenus totaux de 434 265 \$ devant être défrayés pour le service régulier de transport adapté Lac St-Jean-Est aux personnes handicapées, pour l'exercice 2021;

3. De plus, Ville d'Alma accepte, d'une part, que la subvention de 65 % des coûts de transport adapté aux personnes handicapées, prévue à l'Arrêté en conseil no 2071-79 du onze(11) juillet 1979, soit versée directement par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports à la Ville d'Alma, porte-parole des municipalités participantes dans ce dossier et, d'autre part, s'engage à veiller à la saine gestion des sommes attribuées à la Corporation du Transport adapté Lac St-Jean-Est ainsi qu'à la réalisation du plan de transport adapté aux personnes handicapées approuvé par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports;

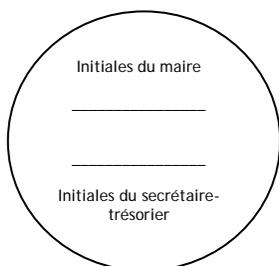
Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par Mme Éliane Champigny, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

Que la municipalité d'Hébertville contribue pour un montant de 3 981 \$ au service de Transport adapté Lac St-Jean-Est pour l'exercice 2021.

3.3 AMÉLIORATION DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE AU CAMPING MUNICIPAL - DÉCOMPTE PROGRESSIF # 2

6743-2021

Considérant l'adjudication du contrat pour les travaux d'amélioration du système électrique au camping municipal à Électricité Gigavolt inc;



Considérant la recommandation de la firme Unigec, responsable de la surveillance du chantier;

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter les travaux effectués et d'autoriser le paiement du décompte progressif no 2 au montant de 14 461,25 \$ plus taxes à Électricité Gigavolt Inc. moins la retenue de 10 % (1 446,13 \$) soit un paiement de 14 964,14 \$ taxes incluses.

6744-2021

3.4 ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ DES PUITES - ADJUDICATION DE CONTRAT

Considérant l'obligation par le ministère de l'Environnement de produire une analyse de vulnérabilité de nos puits avant le 1^{er} avril 2021;

Considérant la proposition de service de la firme SNC-Lavallin au montant de 10 000 \$ plus taxes;

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par Mme Éliane Champigny, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter la proposition de service de SNC-Lavallin au montant de 10 000 \$ plus taxes.

6745-2021

3.5 ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC (ADMQ) - ADHÉSION 2021

Considérant que le renouvellement de l'adhésion à l'Association des directeurs municipaux du Québec est dû;

Considérant que le montant de ce renouvellement d'adhésion comprend les assurances;

Considérant que les contrats de travail du directeur général et de la directrice générale adjointe prévoient le paiement de l'adhésion et des assurances à l'ADMQ;

Il est proposé par M. Éric Friolet, conseiller, appuyé par M. Yves Rossignol, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser le paiement de l'adhésion et des assurances pour l'année 2021 du directeur général et de la directrice générale adjointe au montant total de 959,13 \$ taxes incluses par adhésion.

6746-2021

3.6 MANDAT À LA FIRME ENVIRONNEMENT CA - CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DE SOLS DE REMBLAI

Considérant que des travaux de réfection se sont effectués sur la rue Turgeon durant la période estivale 2020;

Considérant que la Municipalité a été informée que certains remblais étaient possiblement contaminés;

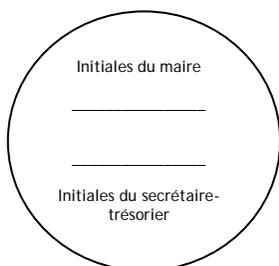
Considérant qu'une soumission a été demandée à la Firme Environnement CA afin de vérifier la qualité environnementale des sols de remblai importés sur les terrains ayant reçu ces remblais;

Considérant que la caractérisation de sol comprendra un total de 26 échantillons prélevés sur trois (3) sites situés à l'intérieur du périmètre urbain;

Il est proposé par M. Dave Simard, conseiller, appuyé par M. Tony Côté, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'octroyer un mandat à Environnement CA pour réaliser une caractérisation environnementale de sol pour un montant de 8 250 \$ plus taxes.

Que cette somme soit défrayée à même le surplus accumulé de la



Municipalité.

3.7 PROJET DE RÉFECTION DE LA REMONTÉE MÉCANIQUE T2 - PAIEMENT DU DÉCOMPTE PROGRESSIF #3

6747-2021

Considérant le contrat de réfection de la remontée mécanique T2 adjugé le 30 juin 2020 par la résolution 6538-2020;

Considérant la facture de l'entreprise Doppelmayr Canada Ltée portant le numéro # PA20210069 totalisant la somme de 225 120 \$ plus taxes;

Considérant la recommandation émise par la firme DWB consultants et responsable de la surveillance du chantier pour les travaux de réfection de la remontée T2;

Il est proposé par Mme Éliane Champigny, conseillère, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter les travaux effectués et d'autoriser le paiement du décompte progressif # 3 montant de 232 948,55 \$ taxes incluses à Doppelmayr Canada Ltée. Une retenue de 10 % (22 512 \$) est considérée dans le présent déboursé.

Ce paiement est défrayé à même l'aide financière reçue dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives (PSSIR) et par le fonds du règlement 475-2016 tel que présenté au Plan triennal d'immobilisations de la Municipalité.

3.8 PROJET DE RÉFECTION DE LA ROUTE COLLECTRICE ENTRE HÉBERTVILLE ET HÉBERTVILLE-STATION - CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX - DÉBOURSÉ # 3

6748-2021

Considérant la résolution 6548-2020 accordant le contrat pour les travaux relatifs à la réfection de la route Turgeon;

Considérant la facture de l'entreprise Englobe portant le numéro 00024686;

Considérant que le maître d'œuvre du dossier est la municipalité d'Hébertville-Station et que les paiements doivent être effectués par le maître d'œuvre;

Il est proposé par M. Yves Rossignol, conseiller, appuyé par M. Christian Desgagnés, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter le déboursé # 3 pour le contrôle qualitatif des matériaux au montant de 1 912,52 \$ taxes incluses représentant la portion de la municipalité d'Hébertville et payable à la municipalité d'Hébertville-Station qui elle, fera le paiement directement à l'entreprise Englobe.

Ce paiement sera défrayé à même le règlement 527-2020.

3.9 NOMINATION DES COMITÉS MUNICIPAUX 2021

6749-2021

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par Mme Éliane Champigny, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter la liste des comités et leur composition tels que présentés par monsieur le Maire pour l'année 2021.

COMITÉS 2020			
RÉGIE DU PARC INDUSTRIEL SECTEUR SUD	M. Christian Desgagnés M. Yves Rossignol M. Marc Richard (substitut)	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT D'HÉBERTVILLE	M. Dave Simard M. Éric Friolet
RÉGIE INTERMUNICIPALE EN SÉCURITÉ INCENDIE SECTEUR SUD	M. Christian Desgagnés M. Marc Richard	COMITÉ VILLAGE RELAIS	M. Marc Richard

Initiales du maire

Initiales du secrétaire-
trésorier

COMITÉ FINANCES ET BUDGET	Mme Éliane Champigny M Dave Simard M. Christian Desgagnés (substitut)	CORPORATION LAC KÉNOGAMI ET COMITÉ BASSIN VERSANT LAC-SAINT-JEAN/ CORPORATION DU PARC RÉGIONAL DU LAC KÉNOGAMI	M. Tony Côté
COMITÉ RESSOURCES HUMAINES	M. Tony Côté, président M. Christian Desgagnés M. Eric Friolet	CORPORATION LAC KÉNOGAMI ET COMITÉ BASSIN VERSANT DU SAGUENAY	M. Tony Côté
COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS	M. Christian Desgagnés, président M. Yves Rossignol Mme Éliane Champigny	CREDD	Mme Patricia Gagné
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME	M. Éric Friolet M. Yves Rossignol (substitut)	FOYER LE PIONNIER	M. Yves Rossignol
COMITÉ D'EMBELLISSEMENT	M. Éric Friolet	COMITÉ FORÊT	M. Tony Côté M. Yves Rossignol (substitut)
COMMISSION DES LOISIRS	M. Dave Simard M. Tony Côté	CONSEIL D'ADMINISTRATION DE GESTION RÉCRÉOTOURISTIQUE DU MONT LAC-VERT	M. Marc Richard Mme Éliane Champigny
MAISON DES JEUNES	M. Dave Simard		
HAVRE CURÉ-HÉBERT	M. Christian Desgagnés	COALITION DES DOMAINES DE VILLÉGIATURE	M. Tony Côté M. Éric Friolet
BIBLIOTHÈQUE	M. Marc Richard (substitut)	RESSOURCE INTERMÉDIAIRE LE PIONNIER	M. Marc Richard
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST)	M. Stevens Hudon M. Joël Deschenes M. Christian Desgagnés (substitut)	MADA ET POLITIQUE FAMILIALE	Mme Éliane Champigny
		TRAVAIL DE MILIEU	M. Yves Rossignol Mme Lucie Lavoie

3.10 PROJET DE RÉFECTION DE LA ROUTE COLLECTRICE EN HÉBERTVILLE-STATION ET HÉBERTVILLE - ATTESTATION DE FIN DES TRAVAUX

Ce point est reporté à une séance ultérieure.

4. CORRESPONDANCE

4.1 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION - PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES ET SPORTIVES (PAFIRS)

Le Ministère de l'Éducation informe que suite aux demandes qui dépassent largement l'enveloppe disponible de 294 M\$ allouée pour ce programme, le projet de réfection des composantes de véhicules des deux remontées mécaniques n'a pas été retenu.

6. URBANISME

6.1 AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 1000-20 CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE

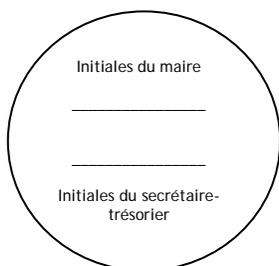
Avis de motion est par la présente donné par M. Tony Côté, conseiller, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1000-20 concernant la sécurité, la paix et l'ordre.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6.2 PROJET DE RÈGLEMENT 1000-20 CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE

6750-2021

Considérant que le Conseil désire adopter un règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général dans le but d'améliorer la



qualité de vie des citoyens de la municipalité;

Considérant que le Conseil juge nécessaire d'assurer la sécurité et la tranquillité des endroits et places publiques sur son territoire;

Considérant que de l'avis du Conseil, il y a lieu d'actualiser la réglementation actuellement en vigueur afin de la rendre plus conforme aux réalités contemporaines;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1000-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 :

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 :

Le présent règlement remplace le règlement 1000-18 de la municipalité.

ARTICLE 3 : DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient:

« Endroit public » : Endroits accessibles ou fréquentés par le public, ce qui inclus notamment et non limitativement, les édifices, cours et stationnements des centres commerciaux, sportifs, éducatifs, institutionnels, tous les parcs, les rues, les véhicules de transport public et les aires à caractère public;

« Parc » : Tous les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire;

« Rue » : Toutes les rues, les chemins, emprises, les ruelles, les pistes cyclables, les trottoirs et autres endroits dédiés à la circulation piétonnière, cycliste ou de véhicules situés sur le territoire de la municipalité;

« Place, édifice et aires à caractère public » : Tout lieu où le public peut avoir accès, occasionnellement ou en permanence, ce qui inclus notamment et non limitativement, terrain de jeux, parc, rue, piste cyclable, tous les stationnements et les aires communes d'un commerce, d'un édifice public, d'un édifice accessible en général au public, d'un édifice à logement.

ARTICLE 4 : INFRACTION GÉNÉRALE

Le fait par toute personne de troubler la paix, l'ordre public ou le bien-être général des citoyens constitue une infraction et est punissable selon ce qui est prévu dans le présent règlement.

ARTICLE 5 : INFRACTION À LA PAIX

Notamment, constitue une infraction et est punissable selon ce qui est prévu dans le présent règlement, le fait par toute personne :

5.1 D'être sous l'influence de boissons alcooliques, de narcotiques, de cannabis et autres drogues dans un endroit public ou une place publique;

5.2 De se masquer ou de se déguiser dans un endroit public ou une place publique;



5.3 De faire du camping, avec ou sans tente ou abri dans un endroit public ou une place publique, sauf aux endroits aménagés à cette fin;

5.4 De projeter avec la main ou au moyen d'une arme ou de tout autre instrument, une pierre, une boule de neige, une bouteille ou un autre objet ou projectile dans un endroit public ou une place publique;

5.5 De satisfaire à un besoin naturel dans un endroit public ou une place publique, sauf aux endroits aménagés à cette fin;

5.6 De troubler une assemblée religieuse ou publique en faisant du bruit ou en ayant une conduite inconvenante;

5.7 De consommer ou de se préparer à consommer des boissons alcooliques dans un endroit public ou une place publique, sauf aux endroits autorisés;

5.8 D'appeler la police ou les pompiers sans motif raisonnable;

5.9 De se promener à dos de cheval ou de circuler à l'aide d'un cheval, dans un endroit public ou une place publique, sauf aux endroits aménagés à cette fin ou si autrement autorisé par le présent conseil dans le cadre notamment par signalisation, d'un événement ou d'une activité publique;

5.10 D'obstruer le passage des piétons;

et, ce faisant, de troubler la paix, l'ordre public ou le bien-être général des citoyens.

ARTICLE 6 : CONSOMMATION DE CANNABIS ET AUTRES DROGUES

Constitue une infraction et est punissable selon ce qui est prévu dans le présent règlement, le fait par toute personne, dans un endroit public ou une place publique :

6.1 De consommer ou s'apprêter à consommer du cannabis et autres drogues;

6.2 D'avoir du matériel, objet ou équipement servant ou facilitant la consommation de cannabis ou autres drogues;

6.3 D'exposer un mineur à sa fumée secondaire de cannabis.

ARTICLE 7 : INJURE OU ENTRAVE

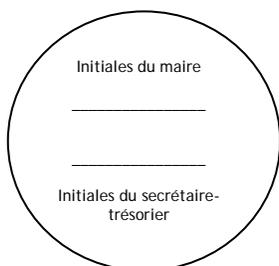
Il est défendu d'entraver, de blasphémer, d'insulter ou d'injurier un agent de la paix, un agent de stationnement, un agent de sécurité, un élu municipal ainsi que tout fonctionnaire municipal ou employé municipal dans l'exercice de ses fonctions ou en lien avec l'exercice de ses fonctions, à tout endroit et par tout mode de communication, notamment sur les médias sociaux.

L'infraction prévue au premier alinéa est présumée avoir été commise au domicile professionnel de l'agent de la paix, de l'élu municipal ou le fonctionnaire ou employé municipal visé par le blasphème, l'insulte ou l'injure, le cas échéant.

ARTICLE 8 : TIR

Nul ne peut utiliser une arme à feu, une arme à air comprimé, un arc ou arbalète ou tout autre système semblable sur un terrain privé, s'il n'a pas obtenu au préalable l'autorisation du propriétaire du terrain ou de son représentant autorisé.

Il devra alors, en plus de respecter les lois et règlements en vigueur, respecter une distance d'au moins 150 mètres de toute habitation, route, sentier linéaire, piste cyclable ou endroit public et diriger son tir en direction opposée.



Il est interdit à toute personne d'être en possession d'une arme mentionnée au premier alinéa, sans motif raisonnable dont la preuve lui incombe, alors qu'elle se trouve dans la rue ou dans un endroit public.

Les paragraphes précédents ne doivent pas être interprétés comme prohibant l'usage d'armes à feu par les agents de la Sûreté du Québec ou tout autre agent de la paix autorisé à ce faire dans l'exécution de ses fonctions ou par toute autre personne à qui un permis a été accordé par une autorité compétente, pourvu que l'usage soit autorisé par la Loi.

ARTICLE 9 : VÊTEMENTS INDÉCENTS

Il est défendu de porter des costumes ou vêtements indécents ou d'une manière indécente ou encore de se trouver sans vêtement dans les rues et places publiques du territoire de la municipalité.

ARTICLE 10 : MENDIANTS - FLÂNAGE

Il est défendu de mendier sur le territoire de la municipalité.

Il est défendu à toute personne sans motif raisonnable, dont la preuve lui incombe, de flâner, vagabonder ou de dormir en tout temps dans une cour, sur un terrain, dans un hangar ou autre construction non utilisée sans la permission du propriétaire ou dans tout endroit ou place publique. La preuve de cette autorisation incombe à la personne considérée comme flânant ou vagabondant.

ARTICLE 11 : USAGES INTERDITS DES RUES

Nul ne peut, sans y être autorisé légalement, occuper toute partie d'une rue, incluant le fait de faire ou participer à un jeu ou activité ou y placer un obstacle, de manière à entraver la circulation des véhicules routiers sur cette rue ou l'accès à une telle rue.

Toute personne en charge de l'application de la présente peut enlever ou faire enlever aux frais du propriétaire toute chose utilisée en contravention au présent article.

Le Conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis pour un événement spécifique aux conditions suivantes :

- Que les jeux ou activités soient accessibles à l'ensemble de la population de la municipalité;
- Que les organisateurs soient entièrement responsables de l'ordre et de la sécurité et donnent à la municipalité les garanties suffisantes à cet effet, notamment et non limitativement, par la fermeture à la circulation de la partie de rue concernée ou sous le contrôle d'un corps policier.

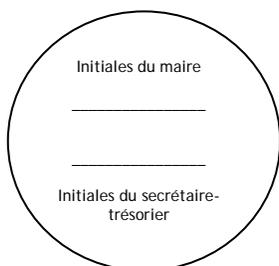
Il est défendu de faire ou de participer à un jeu ou à une activité dans une aire à caractère public sans l'autorisation expresse du propriétaire ou de son représentant, sauf aux endroits et lieux prévus à cette fin.

ARTICLE 12 : COUVRE-FEU DANS LES PARCS PUBLICS

Il est défendu de se trouver sans motif raisonnable dans un parc aux heures où une signalisation indique une telle interdiction ou à défaut d'une telle signalisation, entre 23 h et 7 h le lendemain ou encore en dehors des heures d'ouverture à la population, sauf dans le cas d'événements expressément autorisés par le Conseil.

ARTICLE 13 : OBSTRUCTION ENDROIT PUBLIC

Il est défendu d'obstruer une place publique, endroit public ou tout autre lieu ou endroit de manière à embarrasser ou incommoder de quelque manière que



ce soit les personnes qui y circulent.

Il est défendu, étant sommé de le faire par la personne qui en a la surveillance ou par un agent de la paix, de refuser de quitter un endroit public.

ARTICLE 14 : INSULTE - DÉSORDRE

14.1 Il est défendu à toute personne d'organiser ou de participer à un attroupement ou réunion désordonnée, sans l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant, dont la preuve lui incombe, ou dans tout endroit public;

14.2 Les combats à coups de poings ou autres spectacles de lutte, de force ou rixe, sans autorisation du conseil, sont prohibés dans tout endroit public;

14.3 Il est défendu d'insulter, de menacer, d'injurier, d'assaillir ou de frapper, de quelque manière que ce soit, toute personne dans tout endroit public ou place publique ou de prendre part en de tels lieux, de quelque façon que ce soit, à une bataille, rixe, amusements brutaux ou dépravés, attroupement ou réunion désordonnés, etc.

ARTICLE 15 : INTRUS SCOLAIRE

Il est défendu à toute personne de se trouver, sans motif raisonnable, dans une école, dans une garderie publique ou sur le terrain de celle-ci sans la permission de la direction ou d'un représentant de ladite école, lorsque cette personne n'y est pas inscrite comme élève. Cette interdiction s'applique également à tout élève faisant l'objet d'une suspension temporaire ou d'une expulsion.

ARTICLE 16 : ARMES BLANCHES

Il est défendu à toute personne de se trouver dans un endroit public en ayant sur soi sans motif raisonnable, dont la preuve lui incombe, un couteau, une épée, une machette, un bâton ou un autre objet, appareil ou engin servant à attaquer ou à se défendre, par nature ou par usage.

Aux fins du présent article, l'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable.

ARTICLE 17 : PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

Il est défendu de franchir ou se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation (ruban indicateur, barrières, etc.), à moins d'y être expressément autorisé.

ARTICLE 18 : ACTIVITÉS

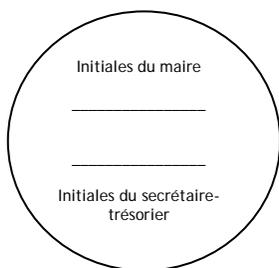
Il est défendu d'organiser, de diriger ou de participer à une parade, spectacle, événement, une marche ou une course regroupant plus de 15 participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.

Le Conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis ou une autorisation pour un événement spécifique aux conditions suivantes :

- Le demandeur doit présenter au préalable au service de police desservant la municipalité un plan détaillé de l'activité;
- Le demandeur doit satisfaire aux mesures de sécurité recommandées par les services publics, incluant le service de police.

Malgré ce qui précède, les cortèges funèbres, les mariages, les événements municipaux et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi sont exemptés de l'obligation d'obtenir un permis.

ARTICLE 19 : MANIFESTATION



Il est défendu à toute personne de tenir ou de participer à une manifestation illégale sur un endroit public. Une manifestation est illégale dès que l'une des situations suivantes prévaut :

- 1) Les services publics, incluant le service de police, n'ont pas été informés de l'heure et du lieu ou de l'itinéraire de la manifestation;
- 2) L'heure, le lieu ou l'itinéraire de la manifestation dont ont été informés les services publics n'est pas respecté;
- 3) Des actes de violence ou de vandalisme sont commis.

ARTICLE 20 : TAPAGE

Il est défendu d'être la cause de tout trouble dans ou sur une place publique, un endroit public ou toute autre place ou endroit, d'y faire du bruit de toute manière en criant, chantant ou en attirant l'attention du public.

Il est défendu de causer du trouble ou de faire du bruit dans un local d'habitation ou commercial de jour ou de nuit, en criant, jurant, blasphémant ou en se conduisant de façon à importuner les voisins ou les passants.

ARTICLE 21 : DOMMAGES

Il est défendu de gêner, salir, casser, briser, arracher, déplacer ou endommager de quelque manière que ce soit, la propriété privée ou publique et, en général, de se livrer à quelque acte de vandalisme que ce soit sur tout arbre, bosquet, réverbère, clôture, grille, monument, mur, abri, siège, pelouse, arbuste, fleur, plante, gazon, jeu, manège et signalisation.

ARTICLE 22 : DÉRANGER

Il est défendu à toute personne, sans motif raisonnable, dont la preuve lui incombe, de sonner ou de frapper à une porte, à une fenêtre ou toute autre partie extérieure d'un immeuble public ou privé.

ARTICLE 23 : TRAVAUX

Il est interdit à toute personne de nuire de quelque manière que ce soit au travail des employés de la Ville ou entrepreneurs mandatés par celle-ci, affectés à l'exécution de travaux municipaux.

ARTICLE 24 : DES VISITES

Les fonctionnaires et employés de la municipalité, désignés par résolution du Conseil, de même que les agents de la Sûreté du Québec sont autorisés à visiter et à examiner toute propriété immobilière ou mobilière, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur, pour vérifier si le présent règlement est observé.

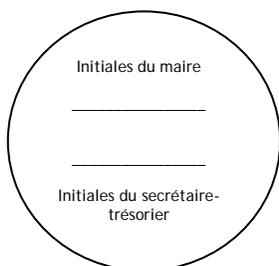
ARTICLE 25 : AUTORITÉ COMPÉTENTE

Les agents de la Sûreté du Québec sont chargés de l'application du présent règlement.

De plus, sont également responsables de l'application du présent règlement les inspecteurs municipaux ou tout fonctionnaire chargé de faire respecter la réglementation en matière d'urbanisme.

ARTICLE 26 : ADMINISTRATION ET PÉNALITÉ

Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix, tout fonctionnaire autorisé à cette fin ou le procureur de la municipalité à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin.



ARTICLE 27 : INFRACTIONS ET PEINES

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimum de 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimum de 600 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale; l'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 28 : AUTRES RECOURS

En outre de tout recours pénal, la municipalité peut exercer tous les recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 29 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

6.3 AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 1001-20 CONCERNANT LES NUISANCES

Avis de motion est par la présente donné par Mme Éliane Champigny, conseillère, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1001-20 concernant les nuisances.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6.4 PROJET DE RÈGLEMENT 1001-20 CONCERNANT LES NUISANCES

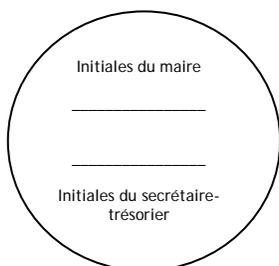
6751-2021

Considérant que le Conseil désire adopter un règlement pour assurer le bien-être général et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de la municipalité;

Considérant que le Conseil désire adopter un règlement pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la faire supprimer, ainsi qu'imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister de telles nuisances;

Considérant que le territoire de la municipalité est déjà régi par un règlement concernant les nuisances, mais que, de l'avis du Conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de le rendre plus conforme aux réalités contemporaines;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;



Il est proposé par Mme Éliane Champigny, conseillère, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1001-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 :

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 :

Le présent règlement remplace le règlement 1001-07 de la municipalité.

DÉFINITIONS

ARTICLE 3 :

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« Endroit public » : Endroits accessibles ou fréquentés par le public, ce qui inclus notamment et non limitativement, les édifices, cours et stationnements des centres commerciaux, sportifs, éducatifs, institutionnels, tous les parcs, les rues, les véhicules de transport public et les aires à caractère public;

« Immeuble » : Les fonds de terre, les constructions et ouvrages à caractère permanent qui s'y trouvent et tout ce qui en fait partie intégrante, au sens du Code civil du Québec.

« Place publique » : Tout lieu où le public peut avoir accès, occasionnellement ou en permanence, ce qui inclus notamment et non limitativement, terrain de jeux, parc, rue, piste cyclable, tous les stationnements et les aires communes d'un commerce, d'un édifice public, d'un édifice accessible en général au public, d'un édifice à logement.

MATIÈRES MALSAINES ET NUISIBLES

ARTICLE 4 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou l'occupant de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des eaux sales ou stagnantes, des immondices, du fumier, des animaux morts, des matières fécales et autres matières malsaines et nuisibles constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 5 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou l'occupant d'un immeuble de le laisser dans un état de malpropreté, de délabrement, ou d'encombrement tel que de déposer ou de jeter des branches mortes, des débris de démolition, de la ferraille, des déchets, du papier, des bouteilles vides, de la vitre ou des substances nauséabondes constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 6 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou l'occupant de laisser, de déposer d'entreposer ou de jeter dans ou sur tout immeuble un ou plusieurs véhicules en état apparent de réparation ou hors d'état de fonctionnement, de façon temporaire ou définitive, immatriculé ou non immatriculé, constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 7 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou l'occupant de laisser à la vue du voisinage ou d'une partie de celui-ci toute clôture, tout muret ou tout mur de soutènement délabré ou qui ne peut plus servir à l'usage auquel il est destiné constitue une nuisance et est prohibé.



ARTICLE 8 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou l'occupant de laisser une accumulation non nivelée de terre, de sable, de gravier, de cailloux ou de pierres ou un espace où le sol a été remanié sans le niveler, sauf lors de travaux de construction ou de rénovation pour la durée de ces travaux.

ARTICLE 9 :

Le fait de laisser pousser des broussailles ou de l'herbe jusqu'à une hauteur de 30 cm ou plus, constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 10 :

Le fait par tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de laisser pousser ou propager toute mauvaise herbe ou plante envahissante constitue une nuisance et est prohibé.

Sont considérées comme des mauvaises herbes ou plantes notamment :

- Herbe à poux (*Ambrosia spp*);
- Herbes à puce (*Rhus radicans*);
- Phragmite ou roseau;
- Renouée du Japon (*Fallopia Japonica*);
- Berce du Caucase.

ARTICLE 11 :

Constitue une nuisance et est interdit, le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble d'y laisser subsister un arbre mort ou atteint d'une maladie contagieuse incontrôlable ou représentant, du fait qu'il est mort ou malade, une source de prolifération d'insectes ou un danger pour la sécurité du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

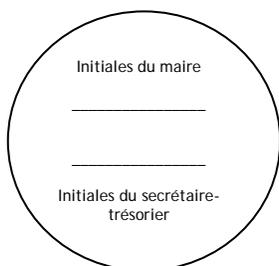
Le présent article ne dispense pas le propriétaire, locataire ou occupant concerné de requérir un permis d'abattage d'arbre, tel que prévu le cas échéant dans la réglementation d'urbanisme de la Ville.

ARTICLE 12 :

Constitue une nuisance et est interdit le fait par tout propriétaire, locataire ou occupant de :

- a. Laisser les branches d'un arbre, d'un arbuste ou d'une haie empiéter au dessus d'un trottoir de telle sorte que la distance entre le trottoir et les branches est inférieure à 3,5 mètres;
- b. Laisser les branches d'un arbre, d'un arbuste ou d'une haie empiéter au dessus d'une rue de telle sorte que la distance entre la chaussée et les branches est inférieure à 4,5 mètres;
- c. Laisser les branches d'un arbre, d'un arbuste ou d'une haie empiéter devant un panneau de signalisation routière situé en bordure d'une rue, de manière à nuire à la visibilité de ce panneau;
- d. Laisser un arbre, un arbuste ou une haie empiéter au dessus d'une rue ou d'un trottoir de telle sorte que cela nuise à la libre circulation;
- e. D'empiéter de quelque façon que ce soit sur une rue ou tout autre endroit public.

ARTICLE 13 :



Le fait de déposer ou de laisser déposer de l'huile, un produit pétrolier, substance utilisée pour le traitement antirouille ou de la graisse à l'extérieur d'un bâtiment, sur tout immeuble, ailleurs que dans un contenant étanche, fabriqué de métal ou de matière plastique et muni et fermé par un couvercle lui-même étanche, constitue une nuisance et est prohibé.

LES NUISANCES SUR LA PLACE PUBLIQUE

ARTICLE 14 :

Le propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain ou d'un bâtiment d'où sortent tout véhicule dont les pneus, les garde-boues, la carrosserie ou la boîte de chargement sont souillés ou chargés de terre, de boue, de pierre, de glaise ou d'une autre substance doit prendre les mesures voulues :

a. Pour débarrasser les pneus, les garde-boues, la carrosserie ou l'extérieur de la boîte de chargement de ces véhicules de toute terre, sable, boue, pierre, glaise ou autre substance qui peut s'en échapper et tomber sur la chaussée des rues ou sur les trottoirs de la municipalité;

b. Pour empêcher la sortie dans une rue ou sur un trottoir de la municipalité, depuis son terrain ou bâtiment, de tout véhicule sur lequel les opérations décrites au paragraphe précédent n'ont pas été effectuées.

Le présent article s'applique aussi à tout conducteur de tout véhicule sortant de tout immeuble.

ARTICLE 15 :

Le fait de souiller le domaine public telle une rue, un trottoir, une allée, une ruelle, une cour, un parc ou tout autre immeuble public, notamment en y déposant ou en y jetant de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, des déchets domestiques ou autres, des eaux sales, du papier, de l'huile, de l'essence ou tout autre objet ou substance, constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 16 :

Toute personne qui souille le domaine public doit effectuer le nettoyage de façon à rendre l'état du domaine public identique à ce qu'il était avant qu'il ne soit ainsi souillé; elle doit débiter cette obligation dans l'heure qui suit l'événement et continuer le nettoyage sans interruption jusqu'à ce qu'il soit complété.

Advenant que le nettoyage nécessite l'interruption ou le détournement de la circulation routière ou piétonnière, le débiteur de l'obligation de nettoyer doit en aviser au préalable l'inspecteur municipal ou la Sûreté du Québec.

ARTICLE 17 :

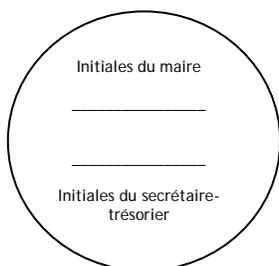
Tout contrevenant à l'une ou l'autre des obligations prévues au premier paragraphe de l'article précédent, outre les pénalités prévues par le présent règlement, devient débiteur envers la municipalité du coût du nettoyage effectué par elle.

ARTICLE 18 :

Le fait de jeter ou de déposer sur les trottoirs et les rues ou dans les allées, cours, terrains publics, places publiques, eaux, lacs et cours d'eau municipaux, de la neige ou de la glace provenant d'un terrain privé, constitue une nuisance et est prohibé.

DE LA VENTE D'ARTICLES SUR LES RUES, TROTTOIRS ET PLACES PUBLICS

ARTICLE 19 :



La vente d'objets quelconques dans les rues et sur les places publiques est prohibée.

Malgré ce qui précède, cette prohibition ne s'applique pas lors de la tenue d'une foire, kermesse ou festival autorisé par le Conseil municipal, par voie de résolution. Cette autorisation doit indiquer les endroits visés sur le territoire municipal ainsi que la durée de cet événement.

LES ODEURS, LE BRUIT ET L'ORDRE

ARTICLE 20 :

Le fait d'émettre des odeurs par le biais ou en utilisant tout produit, substance, objet ou déchet, susceptible de troubler le confort, le repos des citoyens ou à incommoder le voisinage constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 21 :

Constitue une nuisance et est interdit le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble :

- a. D'y laisser un sac, un bac roulant ou tout autre contenant servant à l'entreposage de matières résiduelles dégageant des odeurs nauséabondes de façon à incommoder le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci;
- b. D'y faire du compost de telle sorte que les odeurs qui s'en dégagent incommodent le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci;
- c. D'y déposer ou d'y laisser épars des excréments ou du fumier dégageant des odeurs nauséabondes de façon à incommoder le confort ou le bien-être du voisinage ou d'une partie de celui-ci.

ARTICLE 22 :

Le fait de faire, de provoquer ou d'inciter à faire de quelque façon que ce soit, du bruit susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être de citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage, constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 23 :

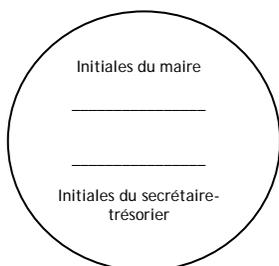
Il est défendu à toute personne d'installer ou de laisser installer ou utiliser ou laisser utiliser un haut-parleur ou appareil amplificateur à l'extérieur d'un édifice, lorsque les sons produits par un tel haut-parleur ou appareil amplificateur sont susceptibles de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

ARTICLE 24 :

Il est défendu à toute personne d'utiliser ou de laisser utiliser un haut-parleur ou appareil amplificateur à l'intérieur d'un édifice, de façon à ce que les sons soient projetés à l'extérieur de l'édifice, lorsque les sons provenant de ce haut-parleur ou appareil amplificateur sont susceptibles de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage.

ARTICLE 25 :

Là où sont présentées, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un édifice, des œuvres musicales, instrumentales ou vocales préenregistrées ou non, provenant d'un appareil de reproduction sonore ou provenant d'un musicien présent sur place, ou des spectacles, nul ne peut émettre ou permettre que ne soit émis ou laisser émettre un bruit ou une musique en tout temps de façon à ce qu'il soit



entendu à une distance de 15 mètres ou plus de la limite du terrain sur lequel l'activité génératrice du son est située.

ARTICLE 26 :

Il est défendu de causer l'émission de tout bruit émanant d'un véhicule routier autre qu'un véhicule d'urgence et produit par :

- a. Le démarrage ou l'accélération rapide;
- b. La vitesse du moteur atteignant une révolution injustifiée lorsque l'embrayage est au neutre;
- c. L'utilisation d'un mécanisme de freinage communément appelé frein moteur, sans motif raisonnable, dont la preuve incombe au conducteur, de façon à troubler la paix ou la tranquillité du voisinage;
- d. L'usage d'un appareil radio ou autre appareil reproducteur de son de façon à troubler la paix ou la tranquillité du voisinage.

ARTICLE 27 :

Il est interdit de participer ou d'assister à un rassemblement ou assemblée lorsque telle activité cause un bruit de nature à troubler la paix ou la tranquillité du voisinage, sous réserve d'autorisation municipale.

ARTICLE 28 :

Constitue une nuisance et est prohibée :

- a. L'émission de tout bruit provenant d'un autobus, d'un véhicule routier utilisé pour le transport de marchandises ou d'un équipement qui y est attaché, y compris un appareil de réfrigération, lorsque le véhicule est stationné entre 21 heures et 7 heures le lendemain, à moins de 200 mètres de tout terrain servant en tout ou en partie à l'habitation;
- b. L'émission de tout bruit provenant d'un véhicule routier utilisé pour le transport de marchandises ou d'un équipement qui y est attaché, y compris un appareil de réfrigération, lorsque le véhicule est stationné pendant plus de 10 minutes, entre 7 heures et 21 heures, à moins de 200 mètres de tout terrain servant en tout ou en partie à l'habitation.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant du terrain sur lequel est stationné un véhicule visé par les paragraphes a. et b. du présent article, contrevient au présent règlement au même titre que la personne qui contrôle le véhicule routier.

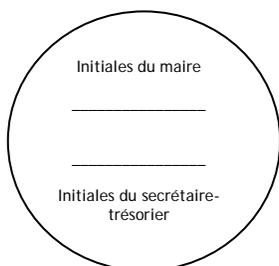
ARTICLE 29 :

Le fait d'utiliser une tondeuse à gazon, une scie à chaîne ou autre équipement motorisé du même genre entre 21 heures et 7 heures le lendemain, constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 30 :

Les articles 24 à 26 et 28, 29 ne s'appliquent pas lors de la production d'un bruit :

- a. Provenant de la machinerie ou de l'équipement utilisé lors de l'exécution de travaux d'utilité publique ou de construction entre 7 heures et 21 heures du lundi au samedi inclusivement, ou en tout temps, s'il s'agit de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité des lieux ou des personnes;
- b. Produit par des équipements, des appareils amplificateur de son, des instruments de musique lors d'une manifestation publique ou d'une activité communautaire ou sportive ou un spectacle ou autre type de représentation,



tenu sur la voie publique ou dans un parc public, ou produit par des personnes y participant ou y assistant, dûment autorisés par résolution du Conseil municipal;

c. Provenant des véhicules routiers ou ferroviaires, à l'exception des bruits prévus à l'article 22.

d. Provenant des équipements ou de la machinerie utilisés lors de travaux de déblaiement de la neige;

e. Provenant de cloches ou de carillons utilisés par une église, une institution religieuse, une école ou un collège d'enseignement.

AUTRES NUISANCES

ARTICLE 31 :

La projection directe de lumière en dehors du terrain ou du lot où se trouve la source de la lumière, susceptible de causer un danger public ou un inconvénient aux citoyens se trouvant sur un terrain autre que celui d'où émane la lumière, constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 32 :

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant de tout immeuble doit tenir les trottoirs, le long et en front de son immeuble, libres d'obstructions.

DOMMAGES À LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

ARTICLE 33 :

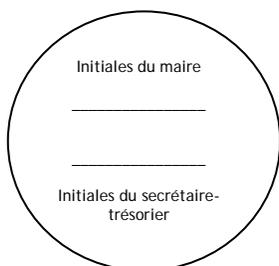
Constitue une nuisance et est interdit le fait par toute personne d'endommager de quelque façon que ce soit les biens meubles et immeubles appartenant à la Ville ainsi que les rues, trottoirs et autres endroits publics.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne :

- a. De modifier la hauteur d'un trottoir ou d'une bordure de rue;
- b. De percer une ouverture dans une bordure de rue;
- c. De pratiquer une ouverture quelconque dans un trottoir ou une rue;
- d. De placer quelque matériau que ce soit sur le bord du trottoir ou de la bordure de rue afin de faciliter l'accès d'un véhicule à son immeuble, sauf lors de l'exécution de travaux pour la durée de ceux ci;
- e. D'endommager, d'altérer ou déplacer un banc, une poubelle, un lampadaire, un abri d'autobus, une enseigne, une clôture ou tout autre bien meuble appartenant à la Ville situé dans un endroit public;
- f. De couper, arracher ou endommager un arbre, un arbuste, une plante, une pelouse, une fleur ou toute autre végétation qui croît dans un endroit public et qui fait partie de l'aménagement de cet endroit;
- g. De déplacer une grille de puisard ou un couvercle de regard situé dans une rue.

Les paragraphes a, b, c, d, e, f et g du présent article ne s'appliquent pas aux employés de la Ville dans l'exercice de leurs fonctions, ni aux personnes autorisées par la Ville dans le cadre de l'exécution de travaux.

ADMINISTRATION ET PÉNALITÉ



ARTICLE 34 :

Toute contravention au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 35 :

Les agents de la Sûreté du Québec sont chargés de l'application du présent règlement.

De plus, sont également responsables de l'application du présent règlement les inspecteurs municipaux ou tout fonctionnaire chargé de faire respecter la réglementation en matière d'urbanisme.

ARTICLE 36 :

Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix, fonctionnaire autorisé à cette fin ou le procureur de la municipalité à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 37 :

L'inspecteur municipal désigné à cette fin est autorisé à visiter et à examiner à toute heure raisonnable toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le recevoir, le laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 38 :

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimale de 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 600 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale; l'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

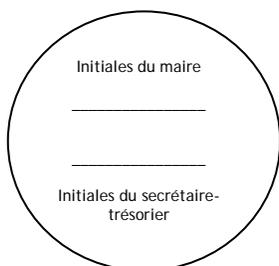
Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 39 :

En outre de tout recours pénal, la municipalité peut exercer tous les recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.



ARTICLE 40 :

Lors du prononcé de la sentence, le tribunal compétent peut, outre condamner le contrevenant au paiement d'une amende, ordonner que celui-ci prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ladite nuisance et qu'à défaut d'exécution dans le délai prescrit, que de telles dispositions soient prises par la municipalité aux frais de ce contrevenant.

ARTICLE 41 :

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

6.5 AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 1002-20 CONCERNANT LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, CIRCULATION ET STATIONNEMENT

Avis de motion est par la présente donné par M. Christian Desgagnés, conseiller, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1002-20 concernant la sécurité routière, circulation et stationnement.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6.6 PROJET DE RÈGLEMENT 1002-20 CONCERNANT LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, CIRCULATION ET STATIONNEMENT

6752-2021

Considérant que le Conseil juge opportun de procéder au remplacement du règlement 1002, dans le cadre du processus de révision de la réglementation harmonisée applicable par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC Lac-St-Jean-Est;

Considérant que le Conseil désire rationaliser les règles déjà existantes et les rendre compatibles et complémentaires au Code de la sécurité routière;

Considérant que le Conseil est l'autorité compétente pour l'exercice des pouvoirs conférés par le Code de la sécurité routière sur les chemins publics dont la municipalité a la responsabilité de l'entretien;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par M. Tony Côté, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1002-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

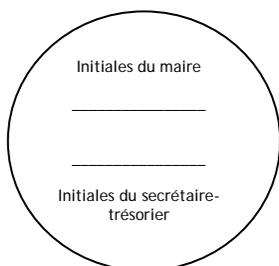
ARTICLE 1.1 : CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les agents de la paix de la Sûreté du Québec sont mandatés de façon générale par le Conseil pour voir à l'application du Code de la sécurité routière ainsi que toute autre loi ou tout règlement applicable par eux, notamment et non limitativement, en matière de circulation, véhicule, stationnement, etc. sur l'ensemble de son territoire.

SECTION A

STATIONNEMENT

ARTICLE 2 : INSTALLATION ET SIGNALISATION



La Municipalité autorise le Service des travaux publics à placer et à maintenir en place la signalisation appropriée.

ARTICLE 3 : RESPONSABLE ET PREUVE

Le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre de la Société de l'assurance automobile du Québec peut être déclaré coupable d'une infraction relative au stationnement en vertu de ce règlement.

Dans toute poursuite pour une infraction relative à un stationnement, la production d'un document qui contient un renseignement transmis électroniquement par la Société de l'assurance automobile du Québec indiquant que la personne poursuivie est propriétaire du véhicule dont le numéro d'immatriculation apparaît au constat d'infraction, constitue une preuve de ce fait en l'absence de toute preuve contraire.

ARTICLE 4 : ENDROIT INTERDIT

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule sur un chemin public, sur un terrain de centre commercial et tout autre terrain où le public est autorisé à circuler, notamment et non limitativement, aux endroits où une signalisation indique une telle interdiction ou des restrictions particulières sont prévues sans que le véhicule ou son conducteur les rencontrent.

ARTICLE 5 : PÉRIODE PERMISE

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule au-delà de la période autorisée par une signalisation.

ARTICLE 6 : HIVER

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule sur le chemin public entre 23 h et 7 h du 15 novembre au 15 avril inclusivement, et ce, sur tout le territoire de la municipalité, sauf aux endroits prévus à cette fin par une signalisation sur rue.

ARTICLE 7 : ESPACE DE STATIONNEMENT

Le conducteur d'un véhicule doit stationner tel véhicule de façon à n'occuper qu'un seul espace à l'intérieur d'une des cases peintes à cet effet, sans empiéter sur l'espace voisin. En aucun cas, il ne peut stationner son véhicule de façon à nuire à la circulation dans les allées de tels stationnements ou encore nuire à tout accès de tout immeuble.

ARTICLE 8 : STATIONNEMENT DANS LES PARCS ET TERRAINS MUNICIPAUX

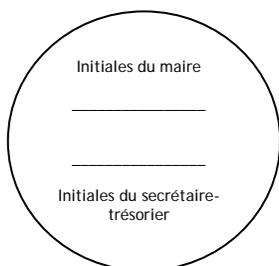
Nul ne peut immobiliser ou stationner un véhicule routier dans un parc municipal ou un espace vert municipal de quelque nature que ce soit, propriété de la municipalité, sauf aux endroits où une signalisation le permet.

ARTICLE 9 : CIRCULATION DANS LES PARCS, PISTE CYCLABLE ET TERRAINS MUNICIPAUX

9.1 Nul ne peut circuler à bicyclette, en motocyclette, en véhicule tout terrain, en motoneige ou en véhicule routier, notamment et non limitativement, sur les trottoirs, promenades de bois ou autres, dans un parc municipal ou un espace vert municipal ou un terrain de jeux, propriétés de la municipalité, sauf aux endroits prévus ou sentiers identifiés à cet effet.

9.2 Nul ne peut gêner, obstruer ou entraver le passage des piétons ou la circulation des véhicules, de quelque manière que ce soit, dans un endroit public. De même, nul ne peut obstruer la libre circulation des cyclistes et des piétons sur une piste cyclable, sans raison valable.

9.3 Nul ne peut circuler ou stationner sur toute partie d'une piste



cyclable, aménagée exclusivement à cette fin par la municipalité et séparément de la voie publique, avec un véhicule routier, un camion, un véhicule électrique, un véhicule hors route, une motocyclette, un cyclomoteur, à l'exception d'une bicyclette assistée, au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière et d'un véhicule de promenade électrique à trois ou quatre roues aménagé pour le transport de personnes handicapées, qui sont permis.

Sont également autorisés à circuler sur une piste cyclable les véhicules d'urgence, les véhicules, les équipements et la machinerie, nécessaires à son aménagement et entretien ainsi qu'à l'installation et réparation de divers réseaux publics d'aqueduc, égout, de câblodistribution, d'énergie et de communication qui s'y trouvent, tous devant être identifiés à cet effet.

9.4 Il est interdit de circuler avec un animal sur une piste cyclable, à moins que cela soit autorisé par affiche et que l'animal soit maintenu en laisse, conformément à la réglementation.

ARTICLE 10 : STATIONNEMENT / NEIGE

Pendant l'enlèvement de la neige, il est défendu de laisser stationner, sur les chemins publics, un véhicule qui n'est pas sous la garde de quelqu'un.

Tout véhicule routier nuisant aux opérations de déneigement est remorqué aux frais du propriétaire.

ARTICLE 11 : URGENCE / NEIGE

onobstant l'article 10, à l'occasion d'une tempête de neige, ou à la suite d'une chute abondante de neige, l'urgence neige peut être décrétée par avis émis par la municipalité, sous forme de communiqué ou tout autre moyen de communication. Lors d'un tel décret, tout véhicule routier nuisant aux opérations d'urgence neige est remorqué aux frais du propriétaire.

ARTICLE 12 : LAVAGE, RÉPARATION, ENTRETIEN, ET MISE EN VENTE

Il est interdit de stationner dans les chemins, les stationnements ou les parcs publics des véhicules routiers afin d'y procéder à leur réparation, entretien, lavage ou mise en vente.

ARTICLE 13 : INTERDICTION DE CIRCULER SUR LES BOYAUX

Il est défendu à tout conducteur d'un véhicule routier de circuler sur un boyau non protégé qui est étendu sur un chemin public pour être employé à combattre un incendie sans le consentement d'un officier du Service de la prévention des incendies.

ARTICLE 14 : DÉFENSE D'ENLEVER UN CONSTAT D'INFRACTION

Il est défendu à toute personne autre que le conducteur ou le propriétaire du véhicule routier pour lequel un constat d'infraction a été émis, d'enlever un constat qui y a été placé par un agent.

ARTICLE 15 : VENTE ET SOLlicitation

Il est défendu à toute personne de se tenir sur une partie quelconque du chemin public, y compris l'accotement, en vue d'arrêter les véhicules, piétons, cyclistes dans le but notamment de vendre, d'acheter, de louer de la marchandise, un service ou de mendier.

Malgré ce qui précède, la municipalité peut autoriser, aux dates et endroits qu'elle détermine, la tenue de barrages routiers afin que des organismes caritatifs ou sociaux puissent recueillir des dons.

ARTICLE 16 : STATIONNEMENT INTERDIT SUR RUE



Il est interdit de stationner des véhicules lourds, des véhicules récréatifs (roulotte, caravane motorisée, etc.), des véhicules tractés, des remorques, semi-remorques, essieux amovibles dans les rues de la municipalité, pour une durée de plus de 60 minutes.

ARTICLE 17 : VÉHICULE MOTEUR STATIONNAIRE

Il est interdit de faire fonctionner le moteur d'un véhicule stationnaire ou en mouvement à une vitesse susceptible de causer un bruit de nature à nuire à la paix et tranquillité.

SECTION B

POUVOIRS CONSENTIS AUX AGENTS DE LA PAIX

ARTICLE 18 : REFUS D'IMMOBILISER

Un agent de la paix qui constate une infraction au présent règlement peut exiger que le conducteur d'un véhicule routier immobilise son véhicule. Le conducteur doit se conformer sans délai à cette exigence.

ARTICLE 19 : DÉPLACEMENT D'UN VÉHICULE

Dans le cadre des fonctions qu'il exerce en vertu du présent règlement, un agent de la paix peut déplacer ou faire déplacer, aux frais du propriétaire, un véhicule routier stationné à un endroit ou venant en contravention avec les exigences du présent règlement ainsi que lors d'enlèvement de la neige ou dans l'un des cas suivants :

- Gêne la circulation au point de comporter un risque pour la sécurité publique;
- Gêne le travail des pompiers, des policiers ou de tout autre fonctionnaire lors d'un événement mettant en cause la sécurité du public.

SECTION C

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

ARTICLE 20 : PERSONNE AUTORISÉE

Le Conseil autorise de façon générale tous les agents de la paix de la Sûreté du Québec, le directeur du Service des travaux publics, tout préposé au stationnement, toute autre personne déléguée par le conseil ou le procureur de la municipalité à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant, à délivrer des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement et ainsi à procéder à son application.

ARTICLE 21 : AMENDES

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais d'une amende.

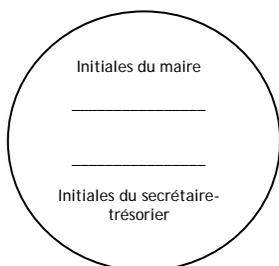
Relativement aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, et 16, le contrevenant est passible d'une amende de 40 \$.

Relativement à tout autre article prévue aux présentes, le contrevenant est passible d'une amende de 75 \$.

Si l'infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte et la pénalité prescrite pour cette infraction peut être imposée pour chaque jour où l'infraction se poursuit.

ARTICLE 22 : AUTRES RECOURS

Malgré les recours pénaux, l'autorité compétente peut réclamer tous les frais



engagés pour le déplacement de tout véhicule routier ou autre auprès du propriétaire ou contrevenant et la municipalité peut exercer, lorsque le Conseil le juge pertinent, tous les recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 23 : ORDONNANCE

Lors du prononcé de la sentence, le tribunal compétent peut, outre condamner le contrevenant au paiement d'une amende, ordonner que celui-ci prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ladite infraction et qu'à défaut d'exécution dans le délai prescrit, que de telles dispositions soient prises par la municipalité aux frais de ce contrevenant.

ARTICLE 24 : INTERPRÉTATION

À moins d'une définition précise dans le Code de la sécurité routière, tous les termes réfèrent à leur sens usuel.

ARTICLE 25 : ABROGATION

Le présent règlement remplace le règlement 1002-07 de la municipalité.

Toutefois, le présent règlement n'abroge pas toutes résolutions qui ont pu être adoptées par la municipalité et qui décrètent l'installation d'une signalisation, ainsi que l'obligation de la respecter qui s'y rattache.

Le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement, n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi remplacés, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité desdits règlements remplacés jusqu'à jugement final et exécution.

ARTICLE 26 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

6.7 AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 1003-20 CONCERNANT LE COLPORTAGE ET LA SOLLICITATION SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Avis de motion est par la présente donné par M. Yves Rossignol, conseiller, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1003-20 concernant le colportage et la sollicitation sur le territoire de la Municipalité.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6.8 PROJET DE RÈGLEMENT 1003-20 CONCERNANT LE COLPORTAGE ET LA SOLLICITATION SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

6753-2021

CONSIDÉRANT QU'il est compatible avec le bien-être général de la population de la Municipalité que les personnes et organismes qui font de la sollicitation de porte à porte ou de la vente itinérante sur son territoire soient assujettis à une réglementation afin de préserver la tranquillité des citoyens;

CONSIDÉRANT QU'il est pratiquement impossible de s'assurer que les dons versés à des personnes et organismes provenant de l'extérieur de la Municipalité sont véritablement utilisés aux fins auxquelles ils sont prétendument destinés;

CONSIDÉRANT QUE les personnes et organismes de l'extérieur de la Municipalité disposent d'autres moyens que la sollicitation de porte à porte pour amasser des sommes, comme par exemple le courrier ou la sollicitation



téléphonique;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a cependant pas lieu de limiter les activités des organismes qui sont notoirement connus sur le territoire de la Municipalité et dont la mission régionale, provinciale, nationale ou internationale en matière philanthropique, culturelle, sociale ou sportive est elle-même notoirement reconnue sur ce territoire;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;

Il est proposé par M. Yves Rossignol, conseiller, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1003-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : REMPLACEMENT ET ABROGATION

Le présent règlement remplace et abroge, à toutes fins que de droit, le règlement 1003-06 de la Municipalité.

ARTICLE 3 : DÉFINITION

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« Colporter » : Toute personne qui, sans en avoir été requis, sollicite de porte à porte pour elle-même ou pour le compte d'une autre personne, tout citoyen pour offrir en vente un bien ou un service, toute proposition d'achat ou encore de solliciter un don;

« Fonctionnaire désigné » : Le trésorier, tout employé du Service d'urbanisme ou tout autre fonctionnaire de la Municipalité désigné par résolution du conseil à cette fin;

« Municipalité » : La Ville d'Alma;

« Notoirement connu ou

Reconnu » : Qui est connu ou reconnu par la plupart des citoyens de la Municipalité;

« Principal établissement » : Principale place d'affaires, principale adresse ou siège social;

« Requérant » : La personne pour laquelle une demande de permis de colportage est faite.

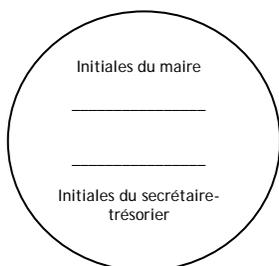
ARTICLE 4 : PERMIS

Il est interdit de colporter sur le territoire de la Municipalité sans être titulaire d'un permis de colportage délivré à cette fin en vertu du présent règlement.

ARTICLE 5 : PERSONNES EXEMPTÉES

Les personnes suivantes ne sont pas tenues d'obtenir un permis de colportage :

- Celles qui colportent des publications, brochures et livres à caractère moral ou religieux;
- Les corporations épiscopales, fabriques, institutions religieuses ou églises constituées en corporation;
- Celles qui vendent du poisson et autres produits de la mer, des



produits laitiers, du pain et autres produits de boulangerie, des fruits et légumes, du combustible et du bois de chauffage, à l'égard de la vente de ces produits seulement;

- Toute activité de livraison découlant d'un contrat de service préalablement conclu et qui doit être finalisé au domicile ou place d'affaires du client;
- Les étudiants domiciliés sur le territoire de la MRC Lac-St-Jean-Est qui exercent des activités sans but lucratif dont les profits servent à des fins scolaires ou parascolaires;
- Les organismes sportifs, culturels ou sociaux accrédités ou reconnus par la municipalité, conformément à la politique usuelle d'accréditation et de reconnaissance des organismes par le Service des loisirs de la Municipalité.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ÉMISSION DU PERMIS

6.1 Un permis de colportage ne peut être délivré que si toutes et chacune des conditions suivantes sont respectées :

a) La personne qui en fait la demande est âgée d'au moins dix huit (18) ans, à moins d'avoir une permission écrite du détenteur de l'autorité parentale indiquant l'adresse et le numéro de téléphone du détenteur de l'autorité parentale;

b) Le coût du permis, soit la somme de trois cents dollars (300 \$), a été acquitté;

c) Une demande de permis est produite sur le formulaire prévu à cet effet, ledit formulaire apparaissant à l'Annexe 1 du présent règlement pour en faire partie intégrante et transmise au fonctionnaire désigné ou à son service; cette demande, sur laquelle le ou les représentant(s) doit ou doivent apposer leur(s) signature(s), doit contenir obligatoirement les renseignements ou documents suivants :

1. Nom, prénom, résidence, numéro de téléphone de résidence ou cellulaire, date de naissance du ou des représentants et adresse courriel;

2. Nom, prénom, adresse de résidence ou des principales activités, numéro de compagnie, numéro de téléphone, date de naissance du requérant, le cas échéant, adresse courriel et description des activités exercées;

3. Une copie des lettres patentes ou de tout autre document au même effet permettant d'établir avec certitude la raison sociale ou, s'il n'y a pas de raison sociale, le nom du requérant;

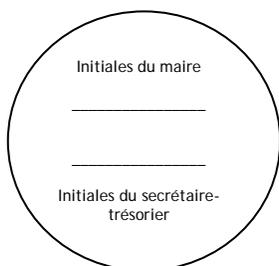
4. Autorisation de vérification des antécédents judiciaires de l'organisme et/ou des représentants ou attestation écrite du service de police d'absence d'infraction criminelle depuis au moins 5 ans, de l'organisme ou de son principal dirigeant;

5. Une copie du permis émis au nom du requérant en vertu de la Loi sur la protection du consommateur, L.R.Q., c. P-40.1.

6.2 Nonobstant l'article 6.1, le fonctionnaire désigné refuse d'émettre le permis si :

a) Le requérant ne peut établir, à la satisfaction du service de la Municipalité concerné, son honnêteté, probité et sa compétence;

b) Le requérant ou son principal dirigeant a, au cours des cinq (5) années précédant la demande de permis, été déclaré coupable d'un acte criminel



incompatible avec l'activité de colportage;

c) Le requérant a, au cours des trois (3) années précédant la demande de permis, été déclaré coupable d'une contravention au présent règlement ou un règlement antérieur portant sur le même sujet;

d) Le requérant veut amasser des fonds pour lui alors qu'il n'a pas son principal établissement sur le territoire de la Municipalité ou pour une personne ou un organisme n'ayant pas son principal établissement sur le territoire de la Municipalité, à moins qu'il ou que cette personne ou cet organisme démontre à la satisfaction du service de la Municipalité concerné, qu'il est ou qu'il s'agit d'une personne ou d'un organisme notoirement connu exerçant une mission régionale, provinciale, nationale ou internationale notoirement reconnue en matière philanthropique, culturelle, sociale ou sportive;

e) Tout autre motif jugé raisonnable par l'autorité visant la sécurité publique ou la santé publique;

La présente disposition s'applique également à l'égard de chaque représentant de la personne qui fait la demande.

6.3 Lorsque le requérant ne satisfait pas aux conditions prévues aux articles 6.1 et 6.2 ou aux exigences de toutes autres lois ou règlements, le fonctionnaire désigné l'avise que sa demande de permis ne peut être approuvée et lui en communique les motifs.

6.4 Délai pour l'émission du permis

Le délai pour l'émission du permis par la Municipalité est de trente (30) jours à compter de la date où le requérant a satisfait aux exigences des articles 6.1 et 6.2 du présent règlement.

ARTICLE 7 : DURÉE DU PERMIS

Le permis est valide pour une durée maximale de trente (30) jours débutant à compter de la date d'émission du permis, à moins qu'il ne soit suspendu ou révoqué.

ARTICLE 8 : TRANSFERT

Le permis n'est pas transférable.

Il est interdit de transférer un permis délivré en vertu du présent règlement.

ARTICLE 9 : SUSPENSION OU RÉVOCATION

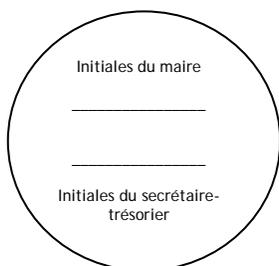
Un permis délivré en vertu du présent règlement peut être suspendu ou révoqué en tout temps par le fonctionnaire désigné si, au cours de la période de validité du permis, le titulaire ne satisfait pas ou cesse de satisfaire aux exigences pour son obtention ou contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement ou pour tout motif jugé raisonnable visant la sécurité publique ou la santé publique. Cette révocation ou suspension est transmise par le fonctionnaire désigné par écrit au requérant en lui donnant les motifs.

La révocation du permis de colporteur par le fonctionnaire désigné rend celui-ci nul, et son détenteur n'a droit à aucun remboursement.

9.1 : Interdiction

Il est interdit au détenteur d'un permis de colporteur de faussement, par quelque moyen que ce soit de :

1. Prétendre qu'il est agréé, recommandé, parrainé, approuvé par la Ville, ou affilié ou associé à cette dernière;



2. Prétendre que la Ville recommande, approuve, agréée ou parraine un bien ou un service;
3. Déclarer comme sien un statut d'employé de la Ville pour les fins de la vente d'un bien ou d'un service.

Il est interdit au détenteur d'un permis de colporteur de solliciter sur une propriété où est affichée lisiblement la mention « pas de colporteur » ou « pas de sollicitation ».

ARTICLE 10 : PORT DU PERMIS

Le permis doit être porté visiblement par la personne qui effectue le colportage et doit être remis, pour examen, à un agent de la paix ou à l'inspecteur municipal qui en fait la demande; il est du devoir de cette personne de porter le permis ou une copie conforme de celui-ci sur sa personne de manière à ce qu'il soit en évidence et que le public puisse le voir.

Quiconque ne porte pas visiblement ou n'exhibe pas son permis à un officier chargé de l'application du présent règlement ou à toute personne qu'il sollicite et qui lui en fait la demande commet une infraction.

ARTICLE 11 : HEURES DE COLPORTAGE

Toute sollicitation de porte à porte par les personnes exemptées en vertu de l'article 5 du présent règlement est interdite entre 19 h et 10 h du lundi au dimanche.

La sollicitation de porte à porte par les détenteurs de permis est interdite entre 19 h et 10 h, du lundi au vendredi, et en tout temps, le samedi, le dimanche ainsi que les jours fériés.

ARTICLE 12 : APPLICATION DU RÈGLEMENT

Les fonctionnaires désignés à cette fin et les agents de la paix de la Sûreté du Québec sont chargés de l'application de tout ou partie du présent règlement.

ARTICLE 13 : CONSTATS D'INFRACTION

Les fonctionnaires désignés à cette fin et les agents de la paix de la Sûreté du Québec sont autorisés à émettre des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

ARTICLE 14 : INFRACTION ET AMENDES

Nul ne peut contrevenir ni permettre de contrevenir au présent règlement.

Quiconque contrevient aux articles 4, 8 et 10 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 300 \$ à 1000 \$.

Quiconque contrevient à l'article 11 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ à 700 \$.

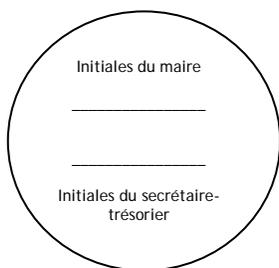
Lorsqu'une infraction dure plus d'une (1) journée, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de journées.

ARTICLE 15 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

6.9 AVIS DE MOTION -RÈGLEMENT 1004-20 CONCERNANT LES ANIMAUX

Avis de motion est par la présente donné par M. Éric Friolet, conseiller, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1004-20 concernant les



animaux.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6754-2021

6.10 PROJET DE RÈGLEMENT 1004-20 CONCERNANT LES ANIMAUX

Considérant que suivant les dispositions de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47), le Conseil peut réglementer les animaux;

Considérant que la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (R.L.R.Q. c. B-3.1) confère aux municipalités le pouvoir d'appliquer sur son territoire certaines dispositions de cette loi;

Considérant que toute municipalité est chargée de l'application sur son territoire du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r.1);

Considérant que la municipalité souhaite refondre sa réglementation sur les animaux dans le cadre du processus de révision de la réglementation harmonisée applicable par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC Lac-St-Jean-Est;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;

Il est proposé par M. Éric Friolet, conseiller, appuyé par M. Tony Côté, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1004-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 :

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 :

Le présent règlement abroge et remplace à toutes fins que de droit le règlement 012-2001 concernant les animaux.

ARTICLE 3 :

Définitions :

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Animal :

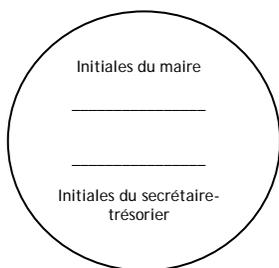
Tout animal domestique ou traité comme tel, mâle ou femelle, à l'exclusion des animaux de ferme.

Animal errant :

Tout animal qui se trouve à l'extérieur du terrain de son propriétaire ou gardien sans être tenu au moyen d'une laisse d'au plus 1,85 m..

Autorité compétente :

Toute personne, société, organisme ou corporation nommés par résolution du Conseil pour appliquer le présent règlement ainsi que tout agent de la Sûreté



du Québec.

Chenil :

Endroit où sont logés, dans un but commercial ou d'élevage pour des fins commerciales ou à des fins de compétitions sportives, trois animaux et plus.

Chien :

Le mot « chien » partout où il se rencontre dans le présent règlement, doit être interprété dans son sens général, et comprend tous chiens mâles ou femelles tenus ou gardés dans la municipalité.

Chien guide :

Un chien entraîné pour guider dans ses déplacements une personne atteinte d'un handicap visuel ou de tout autre handicap physique limitant ses déplacements.

Fourrière :

Endroit déterminé par le Conseil municipal, pour garder, surveiller, contrôler et éliminer des animaux dans le cadre du présent règlement.

Gardien ou propriétaire :

Toute personne qui possède ou a la garde d'un animal ainsi que toute personne responsable des lieux où un animal est gardé, que ce soit à titre de propriétaire, de locataire ou à tout autre titre ainsi que le père, la mère ou le tuteur d'une personne mineure qui possède ou a la garde d'un animal.

Licence :

Permis accordé à un propriétaire ou gardien d'un animal ayant l'obligation, en vertu du présent règlement, de payer des droits et s'enregistrer à la Municipalité à titre de propriétaire d'animaux déterminés.

Médaille :

Pièce de plastique ou de métal portant un numéro correspondant au numéro de la licence apparaissant au registre de la Municipalité et pouvant permettre de retracer le propriétaire d'un animal déterminé.

Parc canin :

Parc récréatif pour chiens aménagé par la municipalité.

ARTICLE 4 : CONTRAT ET ENTENTE

Le Conseil municipal peut octroyer un contrat à toute personne, société ou corporation, pour assurer en tout ou en partie, l'application du présent règlement, notamment en ce qui concerne la fourrière municipale.

ARTICLE 5 : LICENCE OBLIGATOIRE

5.1 Tout propriétaire ou gardien d'un chien à quelque endroit que ce soit sur le territoire de la municipalité doit obligatoirement, chaque année, le faire enregistrer ou confirmer les informations déjà enregistrées, numéroter, décrire et licencier pour une année à compter du 1er mai; ladite personne doit de plus obtenir du service de la trésorerie de la municipalité un médaillon pour chaque chien.

Le médaillon remis par le service de la trésorerie de la municipalité doit être porté en tout temps autour du cou du chien. Le médaillon en question doit porter le numéro correspondant à celui du registre tenu au bureau de la municipalité, ainsi que toute autre inscription permettant de



l'identifier.

5.2 Le propriétaire ou gardien d'un chien doit l'enregistrer auprès de la municipalité dans un délai de trente (30) jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale ou du jour où le chien atteint l'âge de trois (3) mois.

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien :

1° S'applique à compter du jour où le chien atteint l'âge de six (6) mois lorsqu'un éleveur de chiens est propriétaire ou gardien du chien;

2° Ne s'applique pas à une animalerie, soit un commerce où des animaux de compagnie sont gardés et offerts en vente au public, un établissement vétérinaire, un établissement d'enseignement ou un établissement qui exerce des activités de recherche ainsi qu'à une fourrière, un service animalier, un refuge ou toute personne ou organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

5.3 Le propriétaire ou gardien d'un chien doit acquitter les frais (tarifs) annuels d'enregistrement fixés par la municipalité.

5.4 Le propriétaire ou gardien du chien doit fournir, pour l'enregistrement de ce dernier, les renseignements et documents suivants :

1° Son nom et ses coordonnées;

2° La race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 20 kg et plus;

3° S'il y a lieu, la preuve que le statut vaccinal du chien contre la rage est à jour, qu'il est stérilisé ou micropucé ainsi que le numéro de la micropuce, ou un avis écrit d'un médecin vétérinaire indiquant que la vaccination, la stérilisation ou le micropuçage est contre-indiqué pour le chien;

4° S'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.

L'enregistrement d'un chien subsiste tant que le chien et son propriétaire ou gardien demeurent les mêmes.

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit informer la municipalité où ce dernier est enregistré de toute modification aux renseignements fournis en application du présent article.

ARTICLE 6 : NORME

Tout propriétaire ou gardien d'un chien doit se conformer au présent règlement, complémentaire au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r.1) et ses amendements.

ARTICLE 7 : REGISTRE

L'autorité compétente tient un registre dans lequel est entré, par ordre numérique, le numéro du médaillon correspondant à la licence émise au propriétaire ou gardien d'un chien, ainsi que le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne qui a fait la demande d'une licence. Le registre comprend également toutes les informations prévues à l'article 5 des présentes et découlant du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant



les chiens.

ARTICLE 8 : RECENSEMENT

L'autorité compétente est autorisée à effectuer chaque année, un recensement de la population canine seulement. Pour ce faire, elle est autorisée à visiter les propriétés mobilières et immobilières de l'ensemble du territoire de la Municipalité.

ARTICLE 9 : PIGEONS, ÉCUREUILS ET AUTRES ANIMAUX EN LIBERTÉ

Constitue une nuisance le fait de nourrir, de garder, ou autrement attirer des pigeons, des mouettes, des canards, des écureuils ou tout autre animal vivant en liberté ou animal errant dans les limites de la municipalité en distribuant de la nourriture ou en laissant de la nourriture ou des déchets du même genre à l'air libre de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

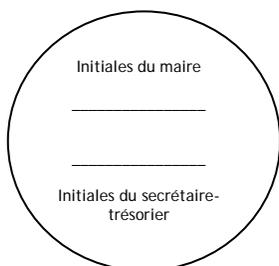
Le paragraphe précédent ne s'applique toutefois pas dans les zones agricoles ou dans les zones urbaines lorsque l'immeuble où se regroupent les pigeons, mouettes, canards, écureuils ou autres animaux est situé à plus de trois cents (300) mètres de toute résidence ou commerce.

Il ne s'applique pas non plus aux mangeoires installées pour les passereaux pourvu que leur nombre n'excède pas cinq (5) sur une même propriété.

ARTICLE 10 : NUISANCE

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après décrits constituent des nuisances ou infractions et le gardien est passible des peines édictées dans le présent règlement :

- 1) Tout animal qui cause un dommage à la propriété d'autrui, notamment et non limitativement, le fait, pour un animal, de causer des dommages à une pelouse, terrasse, jardin, fleurs ou jardin de fleurs, arbuste ou autres plantes n'appartenant pas à son gardien;
- 2) Le fait, pour un animal, d'aboyer, de miauler, de hurler, de crier, de gémir ou d'émettre des sons de façon excessive troublant ainsi la paix, la tranquillité étant un ennui pour une ou plusieurs personnes qui résident, travaillent ou se trouvent dans le voisinage;
- 3) Le fait, pour un animal, de fouiller ou de déplacer des ordures ménagères;
- 4) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans un endroit public avec un animal sans être capable de le maîtriser en tout temps ou d'en avoir le contrôle;
- 5) Dans un endroit public, sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage, le fait pour un gardien de ne pas maintenir le chien au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. Un chien de 20 kg et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais;
- 6) Le fait, pour un animal, de mordre, griffer, de tenter de mordre ou griffer une personne ou un autre animal;
- 7) Le fait, pour un animal, de se trouver sur un chemin public, une aire de jeux ou une place publique où une enseigne indique que la présence d'un tel animal est interdite, à l'exception d'un chien guide;
- 8) Le fait, pour un animal de nuire à la qualité de vie d'un ou des voisins par une imprégnation d'odeurs persistantes et prononcées;



9) Le fait pour un animal d'errer dans les rues ou endroits publics ainsi que sur les terrains privés sans le consentement du propriétaire ou occupant d'un tel terrain, et ce, sans que le gardien puisse exercer une surveillance adéquate conformément aux présentes;

10) Le fait par tout propriétaire ou gardien d'un animal de le laisser sans surveillance à l'entrée d'un édifice public ou sur le domaine public;

11) Le fait de baigner ou faire baigner un animal dans une piscine publique, étang ou bassin public ou encore dans une place publique, sauf aux endroits spécialement autorisés;

12) Le fait de se trouver avec un animal, même en laisse, à l'intérieur d'un périmètre d'une fête ou événement populaire ou spécial, dans un endroit public où il y a un attroupement, sauf si cela est permis spécialement ou si l'animal est un chien guide;

13) Le fait de laisser un animal à l'intérieur d'un véhicule routier sans prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer qu'il ne souffre notamment du froid, d'insolation ou de coup de chaleur;

14) Le fait de maltraiter ou d'user de cruauté envers tout animal;

15) Il est défendu d'être en possession d'un rongeur dans un endroit public ou une place publique sauf s'il est placé dans une cage;

16) Le fait par tout propriétaire ou gardien d'un animal de ne pas enlever, ramasser ou faire enlever, sans délai, les excréments de l'animal ainsi que d'en disposer correctement dans un endroit prévu à cette fin, tant sur la propriété publique que privée.

Commet une infraction quiconque a la garde, la possession ou est propriétaire d'un animal qui agit de façon à constituer une nuisance ou une infraction au sens du présent article, le rendant passible des amendes prévues au présent règlement.

ARTICLE 11 : POUVOIRS DE SAISIE ET FRAIS DE GARDE

L'autorité compétente a le pouvoir de faire conduire à la fourrière et de faire enfermer à l'endroit prévu à cette fin tout animal qui représente une nuisance et doit le garder durant au moins vingt-quatre (24) heures, s'il s'agit d'un animal ne portant pas le médaillon émis conformément au présent règlement ou au moins soixante-douze (72) heures pour tout animal portant le médaillon et pour lequel une licence a été émise.

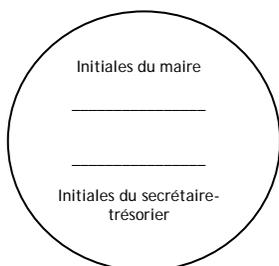
Le propriétaire ou le gardien de l'animal pourra le réclamer en payant un montant couvrant les frais de cueillette et de garde et, s'il s'agit d'un chien, payer la licence requise conformément à l'article 5 du présent règlement.

En plus de ces frais prévus au présent article, le contrevenant sera passible de poursuites tel que prévu au présent règlement et sera responsable de toute amende à laquelle il aura été condamné et des dommages encourus.

ARTICLE 12 : DISPOSITION

Tout animal qui n'est pas réclamé dans les délais prévus à l'article 11 du présent règlement pourra être euthanasié, vendu ou donné par l'autorité compétente sans autre formalité s'il s'agit d'un animal pour lequel aucune licence n'a jamais été émise ou qui ne porte pas le médaillon prévu au présent règlement.

Dans le cas où une licence a été émise antérieurement ou que l'animal porte un médaillon, un avis préalable de vingt-quatre (24) heures doit être délivré au propriétaire déclaré au registre de la municipalité et ce propriétaire devra, avant de prendre possession de son animal, acquitter les frais prévus au



présent règlement.

ARTICLE 13 : CHIEN DANGEREUX OU POTENTIELLEMENT DANGEREUX

La présente section et ses articles sont complémentaires au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P - 38.002, r.1) et ses amendements.

13.1 Fonctionnaire désigné

La municipalité nomme par résolution tout fonctionnaire désigné pour être responsable de l'exercice des pouvoirs prévus à la section III du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens ci-avant cité.

13.2 Saisie

Outre les cas prévus de l'article 29 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.c. P-38.002, r. 1), lorsqu'un chien tente de mordre ou mord une personne ou un autre animal, et ce, sans provocation, causant ou non des blessures et/ou démontre des signes d'agressivité, en grondant, montrant les crocs, en aboyant férocement ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne, tout policier ou l'autorité compétente peut capturer ou saisir ce chien aux frais du propriétaire ou son gardien, et ce, jusqu'au moment où survient l'une ou l'autre des situations visées au deuxième alinéa de l'article 31 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.c. P-38.002, r. 1).

La reprise de possession de tout chien saisi ne peut s'effectuer que lorsque tous les frais encourus sont entièrement payés par le gardien ou le propriétaire.

Tout policier ou l'autorité compétente peut prendre tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des animaux lors de la saisie ou de la mise en fourrière d'un animal.

13.3 Conditions de garde temporaires

À compter du moment où le propriétaire ou le gardien d'un chien est avisé qu'il doit se présenter à un examen et jusqu'à la décision finale de la municipalité, le propriétaire ou le gardien du chien doit respecter les conditions de garde temporaires suivantes :

- 1) L'animal doit obligatoirement être gardé, selon le cas :
 - i. Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
 - ii. Sur un terrain clôturé de tous ses côtés, la clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
 - iii. Tenu au moyen d'une longe. Cette longe et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant compte tenu de la taille de l'animal, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal;
 - iv. Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisante pour empêcher l'animal de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre à l'animal de s'approcher à moins de 2 mètres d'une limite



du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

2) L'animal doit porter une muselière de type « panier » adaptée à sa morphologie en tout temps lorsque celui-ci se trouve à l'extérieur de l'habitation de son gardien et/ou propriétaire, que ce soit sur son terrain, dans des lieux publics ou à l'intérieur d'une habitation qui n'est pas celle de son gardien, et ce, même en présence de son gardien.

3) Le chien muselé doit être sous surveillance d'un adulte en tout temps.

S'il y a lieu, l'autorité compétente peut émettre des conditions de garde temporaires supplémentaires que le propriétaire ou le gardien du chien doit également respecter jusqu'à la décision finale de la municipalité.

13.4 Bris de conditions de garde temporaire

Le fait de ne pas respecter les conditions de garde temporaires constitue une infraction au présent règlement.

Dans un tel cas, l'autorité compétente peut saisir le chien aux frais du propriétaire conformément à la procédure prévue au présent article.

13.5 Longe

Conformément à la section IV du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.c. P-38.002, r. 1), tout chien déclaré potentiellement dangereux doit être tenu dans un endroit public au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 mètre, et ce, malgré l'article 10 du présent règlement.

13.6 Affiche - chien potentiellement dangereux

Le propriétaire ou le gardien d'un chien déclaré potentiellement dangereux doit, conformément à l'article 24 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.c. P-38.002, r. 1), placer, sur son terrain, l'affiche prévue par la municipalité à l'annexe 1 du présent règlement, en couleur, et aux dimensions suivantes : 45,72 cm de haut par 30,48 cm de large, équivalent à 18 pouces de haut par 12 pouces de large.

13.7 Ordonnance par la municipalité

Outre les infractions pénales prévues, le non-respect d'une ordonnance imposée au propriétaire ou gardien d'un chien déclaré potentiellement dangereux en vertu du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q.c. P-38.002, r. 1), entraînera automatiquement la saisie du chien par l'autorité compétente.

Suite à cette saisie, le fonctionnaire désigné prendra une décision à l'égard du chien. Cette décision pourrait inclure l'euthanasie afin de protéger les citoyens contre tout risque d'agression.

ARTICLE 14 : PARCS CANINS

La présente section et ses articles ne s'appliquent qu'aux parcs canins aménagés par la municipalité et identifiés comme tels, et à leur usage.

14.1 Utilisation du parc

La municipalité ne peut être tenue responsable des accidents, des morsures, des blessures ou autres dommages qui pourraient résulter de la fréquentation



d'un parc canin, lequel ne fait pas l'objet de surveillance.

14.2 Admission

Pour être admis à un parc canin, un chien :

- 1e Doit être âgé d'au moins quatre (4) mois;
- 2e Doit être en tout temps accompagné par son gardien;
- 3e Doit être titulaire d'une licence valide émise par la municipalité, conformément au présent règlement;
- 4e Ne doit pas porter de laisse ou autre équipement pouvant nuire à la sécurité des personnes ou des autres chiens;
- 5e Doit avoir reçu les vaccins contre la rage et la toux du chenil.

14.3 Responsabilité du gardien

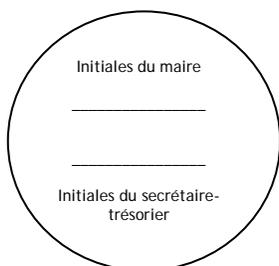
Le gardien d'un chien doit :

- 1e Être âgé d'au moins quatorze (14) ans;
- 2e Avoir au plus deux (2) chiens dont il est gardien, à l'intérieur du parc canin;
- 3e S'abstenir d'amener son animal dans le parc canin si celui-ci montre des signes d'agressivité;
- 4e Veiller à ce que les deux portes du portique d'entrée des visiteurs ne soient jamais toutes deux ouvertes en même temps;
- 5e Demeurer dans le parc canin tant que son chien s'y trouve;
- 6e Assurer la surveillance de son chien en tout temps;
- 7e Toujours être en mesure de maîtriser rapidement son chien en cas de besoin;
- 8e Toujours avoir une laisse en main afin de contrôler temporairement son chien en cas de besoin;
- 9e Éviter en tout temps de laisser son chien avoir des comportements susceptibles de nuire aux autres usagers et à leurs chiens, tels jappements excessifs, bris de matériel, trous dans le sol et comportements agressifs;
- 10e Ramasser sans délai les excréments de son chien, les placer dans un sac et les jeter de manière hygiénique dans les poubelles prévues à cet effet;
- 11e S'abstenir de nourrir son chien ou de lui donner des friandises;
- 12e Éteindre et jeter son mégot aux endroits prévus à cette fin : « Aucun mégot ne sera toléré à l'intérieur du parc canin ».

14.4 Interdictions

Sont interdits à l'intérieur du parc canin :

- 1e Les chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité;
- 2e Les chiennes en chaleur et les chiens atteints de maladies contagieuses ou parasitaires;
- 3e Les enfants âgés de moins de dix (10) ans et les enfants âgés de dix (10) ans à quatorze (14) ans, à moins qu'ils soient accompagnés d'un parent ou



d'un adulte responsable;

4e Toute personne qui n'est pas gardien d'un chien et dont la présence n'est pas en lien direct avec la vocation du parc;

5e Les objets présentant un risque pour la sécurité des personnes et des chiens ou susceptibles d'endommager les installations du parc canin tels que vélos, poussettes, patins à roues alignées, planche à roulettes, cyclomoteur et véhicule terrestre motorisé ou non à l'exception de ceux dont l'usage est nécessaire en raison d'une limitation physique tels que les quadriporteurs et les fauteuils roulants;

6e Les contenants de verre;

7e Toute nourriture ou boisson;

8e Tout autre animal qu'un chien;

9e Tout jouet destiné ou non à l'amusement des chiens, sauf pour une balle ou un bâton.

ARTICLE 15 : ANIMAL CONTAGIEUX

15.1 Interdiction

Il est défendu au gardien d'un animal de circuler avec cet animal, tenu en laisse ou non, dans les rues et places publiques de la municipalité ainsi que sur les terrains privés qui ne sont pas sa propriété, lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que cet animal est atteint d'une maladie contagieuse susceptible d'être un danger pour la sécurité du public ou pour d'autres animaux.

15.2 Déclaration

Le gardien d'un animal est tenu de déclarer à un médecin vétérinaire lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que cet animal est atteint d'une maladie contagieuse.

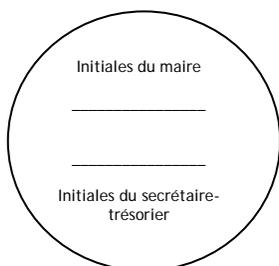
15.3 Mise en quarantaine

Lorsque l'autorité compétente reçoit la preuve ou l'information pertinente qu'un animal est atteint d'une maladie contagieuse, elle le capture et le garde à la fourrière ou à tout autre endroit pour observation, ou jusqu'à guérison complète s'il est licencié. S'il est non licencié, l'autorité compétente l'élimine conformément à l'article 12 du présent règlement.

En application du présent article, l'observation doit être sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire qui émet un certificat de santé, à la fin de la période d'observation.

Si l'animal est atteint d'une maladie contagieuse il doit être isolé jusqu'à guérison complète et, à défaut de telle guérison, il doit, sur certificat du médecin vétérinaire, être éliminé. Si la maladie n'est pas attestée, l'animal est remis au propriétaire ou à son gardien. Les frais sont à la charge de ce propriétaire ou gardien, sauf s'il est prouvé que l'animal n'est pas atteint d'une maladie contagieuse. Les frais devront être acquittés avant la remise de l'animal à son propriétaire.

Un propriétaire ou gardien d'un animal atteint d'une maladie contagieuse, commet une infraction au présent règlement, s'il ne prend pas les moyens, dans les vingt-quatre (24) heures de la réception d'un avis écrit reçu de l'autorité compétente, et ce, pour faire soigner son animal ou pour le faire euthanasier, ladite contravention le rendant passible des amendes prévues au présent règlement.



15.4 Contamination

Lorsqu'il y a des raisons de craindre la contamination du public ou de certains animaux par des maladies contagieuses, tout policier municipal peut enjoindre, par avis spécial de vingt-quatre (24) heures à cet effet, au gardien d'un animal de donner ou de faire donner à son animal les traitements nécessaires en vue de prévenir tel danger.

ARTICLE 16 : REFUS D'ACQUITTER CERTAINS FRAIS

L'animal dont le propriétaire ou le gardien refuse de payer les frais prévus au présent règlement peut être euthanasié ou adopté, par vente ou donation, par la municipalité sans autre formalité.

Les frais du vétérinaire à être chargés au propriétaire ou gardien d'un animal en vertu du présent règlement correspondent aux coûts facturés par le vétérinaire pour les services professionnels rendus afin de satisfaire aux exigences du présent règlement.

ARTICLE 17 : NORME POUR LA GARDE D'UN ANIMAL

Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur un autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, un animal doit être gardé d'une des manières suivantes :

- 1° Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- 2° Dans un enclos dont les clôtures l'empêchent d'en sortir. En outre, les clôtures sont dégagées de toute accumulation de neige ou d'un autre élément afin d'empêcher le chien de sortir de l'enclos;
- 3° Tenu au moyen d'une longe ou laisse d'une longueur suffisante afin de le maintenir à l'intérieur des limites du terrain qui n'est pas séparé du terrain adjacent ou de l'emprise de rue par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir dudit terrain. La longe ou laisse ne doit pas permettre à l'animal de s'approcher sur toute partie de l'emprise publique. S'il s'agit d'un terrain partagé par plusieurs occupants, la laisse ou longe et l'attache ne doivent pas permettre à l'animal de s'approcher à moins d'un mètre d'une allée ou d'une aire commune. Cette longe ou laisse, son attache et tout poteau ou encrage les maintenant doivent être résistants et en bon état, pour empêcher que l'animal se libère et pour permettre à son gardien de le maîtriser en tout temps.

Cet article ne s'applique pas dans le cas d'un chien de ferme, utilisé dans la garde de troupeau, qui doit quand même demeurer sous la garde et contrôle de son propriétaire ou gardien ainsi que sur les limites de la propriété sur laquelle le troupeau est gardé.

ARTICLE 18 : MENACE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉLIMINATION DES ANIMAUX

Un animal errant peut être éliminé immédiatement et à vue lorsqu'il représente une menace à la sécurité publique ou lorsque sa capture comporte un danger.

À l'exception de situations prévues au précédent paragraphe, l'euthanasie d'un animal en vertu du présent règlement s'effectue de façon reconnue par la Société protectrice des animaux.

ARTICLE 19 : REMISE VOLONTAIRE

Le propriétaire d'un animal vivant peut s'en départir en le remettant, à ses frais, à la fourrière municipale.



ARTICLE 20 : REGISTRE DE LA FOURRIÈRE

La personne responsable de la fourrière municipale mandatée par le Conseil doit tenir un registre de tout animal remis à la fourrière, lequel registre devra indiquer par ordre alphabétique, le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone de toute personne qui lui a apporté un animal, ainsi que la race, le sexe, la couleur et toute autre marque d'identification visible dudit animal.

ARTICLE 21 : RESPONSABILITÉ

La Municipalité ainsi que toute personne qui en vertu du présent règlement élimine un animal, ne peut être tenue responsable du fait d'une telle élimination, exécutée conformément aux dispositions du présent règlement ainsi qu'à toute loi ou règlement provincial(e) qui lui est applicable.

ARTICLE 22 : NOMBRE MAXIMUM D'ANIMAUX

Dans tout immeuble situé à l'intérieur des limites de la Municipalité, il est interdit de :

- 1) Garder plus d'un animal domestique par logement, dans les bâtiments et les dépendances où sont implantés plus de trois (3) logements;
- 2) Garder plus de trois (3) animaux domestiques dans les bâtiments et dépendances où sont implantés trois (3) logements et moins.

Nonobstant le présent article, lorsqu'un animal met bas, les petits peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois (3) mois, même s'ils dépassent le nombre prévu au présent règlement.

En tout temps et en tout lieu, ne sont permis que les animaux domestiques à l'exclusion des animaux de ferme.

Ne sont pas compris dans le nombre maximum d'animaux prévu à cet article, les poissons, les oiseaux gardés à l'intérieur des logements ou les reptiles, amphibiens, les chinchillas, les cochons d'Inde, les gerbilles, les gerboises, les rongeurs, les lapins, les furets, les poules domestiques lorsque ces animaux sont gardés constamment en cage, bocal, aquarium ou autre contenant servant à détenir en permanence lesdits animaux.

Dans les zones agricoles, tel que prévu au règlement de zonage de la municipalité, le présent article s'applique intégralement, les animaux de ferme reliés à la production agricole étant cependant exclus de l'application du présent article.

ARTICLE 23 : EXCEPTIONS

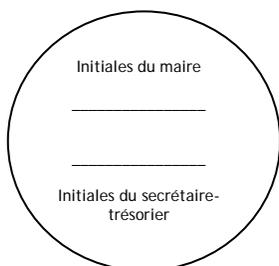
L'article 23 ne s'applique pas dans le cas des animaux gardés par :

- 1) Une personne exerçant le commerce de vente d'animaux dans un endroit autorisé à cette fin;
- 2) Une personne opérant une clinique ou hôpital vétérinaire dans le cadre de ses opérations, conformément à la réglementation municipale;
- 3) Une personne opérant un chenil à caractère commercial (au sens du présent règlement) dans le cadre de ses opérations, le propriétaire dudit chenil étant responsable de faire la démonstration du caractère commercial dudit chenil ou de sa participation à des compétitions sportives s'il y a lieu.

ARTICLE 24 : ANIMAL EN RUT

Tout animal en rut doit être confiné à l'intérieur du bâtiment ou dans la maison de son propriétaire, possesseur ou gardien.

ARTICLE 25 : AVIS PRÉALABLE



La signification d'un avis prévu au présent règlement s'effectue par une autorité compétente en le délivrant au propriétaire enregistré de l'animal, en personne ou à toute autre personne raisonnable à l'adresse mentionnée dans le registre municipal ou encore à l'adresse connu du gardien, si aucune personne raisonnable ne reçoit copie de l'avis, cette signification s'effectue en laissant une copie dans la boîte postale.

ARTICLE 26 : POUVOIR DE VISITE & D'INTERVENTION

L'autorité compétente peut pénétrer, à toute heure raisonnable, sur toute propriété privée, dans le but d'appliquer le présent règlement.

Sur demande, toute personne autorisée par l'autorité compétente doit s'identifier et exhiber une preuve attestant telle autorisation avant de procéder.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble doit recevoir et laisser pénétrer le personnel chargé de l'application du présent règlement.

ARTICLE 27 : OBSTRUCTION

Toute personne qui fait obstruction à cette visite ou empêche, de quelque façon que ce soit, l'autorité compétente chargée de l'application du présent règlement de remplir sa tâche commet une infraction.

ARTICLE 28 : RESPONSABILITÉ

Le propriétaire ou gardien d'un animal est responsable de toute infraction au présent règlement, à moins qu'il ne prouve que lors de l'infraction, un tiers autre qu'un membre de sa famille accompagnait l'animal, et ce, sans sa connaissance et son consentement exprès ou implicite, ou que telle infraction a été commise à cause de la négligence ou la faute lourde de celui à qui il a confié la garde temporaire.

Si le gardien ou propriétaire d'un animal est mineur, le père, la mère, le tuteur ou le cas échéant, le répondant du mineur est responsable d'une infraction commise par ledit animal.

ARTICLE 29 : PÉNALITÉ

Sous réserve des dispositions pénales prévues au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q. c. P-38.002, r.1), quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction le rendant passible des amendes suivantes :

- Une amende de 200 \$ à 700 \$ pour toute personne physique et de 500 \$ à 1 500 \$ pour tout autre cas.

Chaque jour pendant lequel dure ou subsiste une contravention au présent règlement constitue une infraction distincte et séparée.

ARTICLE 30 : CONSTATS D'INFRACTION

Le Conseil autorise de façon générale l'autorité compétente, le procureur de la municipalité et tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

ARTICLE 31 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.



6.11 AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 1005-2020 CONCERNANT LES SYSTÈMES D'ALARME

Avis de motion est par la présente donné par M. Dave Simard, conseiller, que sera déposé, à une séance ultérieure, le règlement 1005-2020 concernant les systèmes d'alarme.

Il est également résolu qu'un avis soit donné pour la dispense de la lecture du règlement lors de son adoption.

6.12 PROJET DE RÈGLEMENT 1005-20 CONCERNANT LES SYSTÈMES D'ALARME

6755-2021

Considérant que le Conseil désire réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme sur le territoire de la municipalité;

Considérant qu'il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes;

Considérant qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire de ce conseil, tenue le 11 janvier 2021;

Il est proposé par M. Dave Simard, conseiller, appuyé par M. Christian Desgagnés, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 1005-20, lequel décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

Pour les fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« Fausse alarme » : Alarme déclenchée inutilement;

« Lieu protégé » : Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme;

« Système d'alarme » : Tout appareil ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une effraction, d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction, ou d'un incendie, dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité;

« Utilisateur » : Toute personne qui est propriétaire, locataire ou occupant d'un lieu protégé.

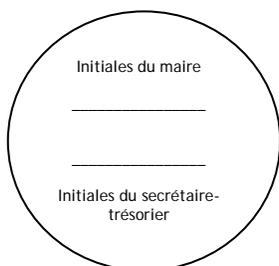
ARTICLE 3 : APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 4 : PERMIS ET INFORMATION

Tout propriétaire de bâtiment ou utilisateur doté d'un système d'alarme incendie exigé en vertu du Code national du bâtiment (CNB) ou du Code de construction du Québec (CCQ) (logements multiples, entreprises, écoles, etc.) doit :

- Inscrire le nom de trois personnes ainsi que leur numéro de téléphone à l'intérieur du panneau du système d'alarme afin de pouvoir les rejoindre en tout temps en cas d'urgence;



- Informer la centrale de surveillance privée lorsque le système d'alarme fait l'objet d'essais ou de travaux qui pourraient interrompre son fonctionnement. Il est obligatoire de l'aviser avant le début des travaux et lorsque ceux-ci sont terminés;
- Maintenir en bon état de fonctionnement son système d'alarme advenant que le bâtiment soit vacant.

Tout utilisateur doit donner les informations à jour à la centrale de surveillance privée qui est reliée à tout système d'alarme desservant son immeuble sur les personnes à rejoindre.

ARTICLE 5 : INTERRUPTION

L'utilisateur doit aviser le Service de prévention des incendies, le personnel de surveillance du bâtiment, s'il y a lieu, et les occupants, que les systèmes de protection contre l'incendie, y compris les systèmes d'alarme incendie, les systèmes de gicleurs et le réseau de canalisations d'incendie, doivent faire l'objet d'essais ou de travaux qui ont pour effet d'interrompre le fonctionnement du système ou de le réduire et leur durée.

ARTICLE 6 : UTILISATION RESTREINTE

Il est interdit d'utiliser un système d'alarme dont le déclenchement provoque la composition d'un appel téléphonique au Service de police.

ARTICLE 7 : SIGNAL

Il est interdit d'utiliser un système d'alarme conçu pour émettre un signal sonore à l'extérieur du lieu protégé pendant plus de dix minutes consécutives.

ARTICLE 8 : INSPECTION

Toute personne doit, avant de communiquer avec la Sûreté du Québec pour requérir une intervention policière à la suite du déclenchement d'une alarme contre l'intrusion, prendre tous les moyens raisonnables afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une fausse alarme.

L'utilisateur, ou son représentant mentionné dans les informations données à la centrale de surveillance privée, doit se rendre sur les lieux immédiatement, à la demande de la Sûreté du Québec, lorsque le système est déclenché. Il doit donner accès aux lieux aux agents de la paix, interrompre le fonctionnement de l'alarme et rétablir le système.

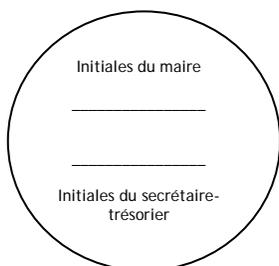
À défaut, tout agent de la paix est autorisé à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve, aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission dure depuis plus de dix minutes consécutives.

À la suite de l'appel mentionné au premier alinéa, lorsqu'un représentant de la Sûreté du Québec a constaté à l'endroit où l'alarme a été déclenchée qu'il s'agissait d'une fausse alarme ou lorsque le Sûreté du Québec en a été autrement informée, la personne qui a logé cet appel ou le propriétaire ou locataire de l'immeuble est présumée ne pas avoir pris tous les moyens raisonnables pour s'assurer que l'alarme ne constituait pas une fausse alarme.

La présente disposition est applicable au Service de prévention des incendies de la municipalité et ses pompiers, avec les ajustements nécessaires.

ARTICLE 9 : FRAIS

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d'un système d'alarme les frais engagés par celle-ci en cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement d'un système d'alarme ainsi qu'en cas de test sur tout système, sans avoir donné d'avis préalable au Service concerné, selon l'article 6, dont notamment et non limitativement, les frais encourus pour tout déplacement



aux fins de pénétrer dans un immeuble conformément à l'article 12.

ARTICLE 10 : BON ÉTAT

Toute personne doit maintenir en bon état de fonctionnement, le système d'alarme installé dans un lieu protégé.

ARTICLE 11 : INFRACTION

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Constitue une infraction et rends l'utilisateur passible des amendes prévues au présent règlement :

- a) Tout déclenchement au-delà du deuxième déclenchement du système au cours d'une période consécutive de douze mois pour cause de défektivité, de mauvais fonctionnement ou d'alarme non fondée;
- b) Au-delà du premier déclenchement pour tout système d'alarme incendie au cours d'une période consécutive de douze mois lorsque la cause dudit déclenchement est un test sur ledit système.

ARTICLE 12 : PRÉSUMPTION

En outre, aux fins du présent règlement, le déclenchement d'un système d'alarme est présumé, en l'absence de preuve contraire, être pour cause de défektivité, de mauvais fonctionnement ou alarme non fondée, lorsqu'aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus, de la commission d'une infraction, d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'agent de la paix, des pompiers ou de l'officier chargé de l'application du présent règlement.

ARTICLE 13 : APPLICATION

Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix et le directeur du Service de prévention des incendies à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

La Sûreté du Québec et leurs agents de la paix ainsi que le Service de prévention des incendies et leurs représentants sont chargés de l'application du présent règlement.

ARTICLE 14 : INSPECTION

Le responsable de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le laisser y pénétrer.

ARTICLE 15 : AMENDES

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 100 \$ et maximale de 2 000 \$.

Quiconque contrevient au deuxième alinéa de l'article 11 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de :

- Pour un utilisateur résidentiel : 50 \$;
- Pour tout autre utilisateur : 100 \$.



Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 16 : REMPLACEMENT

Le présent règlement remplace le règlement 1005-05 et ses amendements, concernant les systèmes d'alarme.

ARTICLE 17 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

6.13 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - LOT 4 685 007 CADASTRE DU QUÉBEC

6756-2021

Considérant que les objectifs du plan d'urbanisme ne sont pas compromis;

Considérant que la demande de dérogation mineure ne porte pas sur un usage ou la densité, en conformité avec la loi;

Considérant que la demande de dérogation mineure n'affecte pas les distances séparatrices prévues au règlement de zonage;

Il est proposé par M. Éric Friolet, conseiller, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser la demande de dérogation mineure, recommandée par le Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU), pour le lot 4 685 007 du cadastre du Québec à Hébertville. La dérogation mineure vise à permettre l'implantation d'un bâtiment à 5m de la limite arrière du terrain alors que la norme est établie à 10m.

Toutefois, la dérogation mineure est conditionnelle l'acceptation du projet par le propriétaire voisin.

6.14 DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION PIIA - 643, RUE LABARRE

6757-2021

Considérant que la propriété est régie par le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les fenêtres seront modifiées par un modèle qui est privilégié par la réglementation;

Considérant que les travaux projetés répondent aux objectifs du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

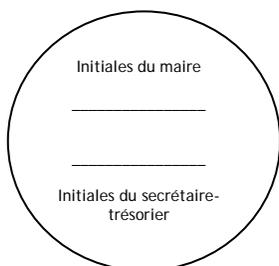
Il est proposé par Mme Éliane Champigny, conseillère, appuyé par M. Yves Rossignol, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser les travaux de rénovation au 643, rue LaBarre. Ces travaux consistent à modifier les fenêtres du deuxième étage de la résidence pour des fenêtres à type battant et une fenêtre de style guillotine donnant vers l'Est.

6.15 ADHÉSION ANNUELLE À LA COMBEQ (CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC)

6758-2021

Considérant que la COMBEQ est un regroupement provincial pour les



inspecteurs municipaux;

Considérant que des services de consultation gratuite sont à la disposition de ses membres;

Considérant que la COMBEQ transmet de l'information d'actualité sur le travail de l'officier municipal en bâtiment et environnement ainsi que sur ses responsabilités;

Considérant que des prix de réduction sont offerts aux membres pour leur programme de formation;

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser l'adhésion 2021 à la COMBEQ pour les employés du département d'urbanisme pour un montant total de 707,10 \$ incluant les taxes.

6.16 VENTE DE TERRAIN PAR LE MUNICIPALITÉ - LOT 6 367 396 CADASTRE DU QUÉBEC

6759-2021

Considérant que la municipalité d'Hébertville est propriétaire du terrain portant le # de lot 6 367 396 du cadastre du Québec;

Considérant que Réfrigération et climatisation MCB désire acquérir ce terrain pour construire un bâtiment principal ;

Considérant qu'une promesse d'achat a été signée le 30 octobre 2020 par les actionnaires de la compagnie ainsi que le directeur général et secrétaire-trésorier de la Municipalité;

Considérant que le futur acquéreur a déposé le montant nécessaire pour l'acompte lors de la signature de la promesse d'achat;

Considérant que le contrat contenait aussi une disposition pour un délai pour la signature du contrat notarié et que celui-ci arrive à échéance

Il est proposé par M. Yves Rossignol, conseiller, appuyé par Mme Éliane Champigny, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser la vente du terrain 6 367 396 du cadastre du Québec, à Réfrigération et climatisation MCB pour un montant de 14 900 \$ plus taxes. Ce terrain a une superficie de 2 947,6 mètres carrés. De plus, le délai pour la signature du contrat notarié est remis au 28 février 2021.

Le Maire et le directeur général et secrétaire-trésorier ou la directrice générale adjointe sont autorisés à signer à titre de représentants de la municipalité d'Hébertville, toute la documentation pertinente pour finaliser cette transaction de vente.

6.17 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - 5 TOUR-DU-LAC-GAMELIN

6760-2021

Considérant que la demande de dérogation demandée est jugée comme étant majeure compte tenu du grand écart entre la marge demandée et celle exigée;

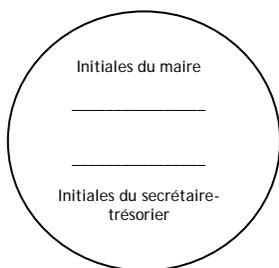
Considérant qu'une dérogation mineure doit être une solution de dernier recours;

Considérant que des préjudices pourraient affecter le voisinage compte tenu de l'implantation d'un bâtiment principal près de la limite du voisin ;

Considérant que le projet a évolué au fil du temps sans tenir compte de la réglementation en vigueur;

Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Christian Desgagnés, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

De refuser la demande de dérogation mineure, recommandée par le Comité



Consultatif d'Urbanisme (CCU), pour la propriété située au 5, chemin du Tour du Lac-Gamelin à Hébertville. La dérogation mineure visant à permettre l'implantation d'un bâtiment principal à 1,26m de la limite latérale alors que la norme est établie à 6m.

Une entente sera prise avec le propriétaire afin de régulariser la situation.

8. RAPPORT DES COMITÉS

LE CONSEILLER M. ÉRIC FRIOLET

Le conseiller M. Éric Friolet informe qu'il a assisté aux rencontres suivantes :

- Rencontre pour le budget
- Séance régulière du Conseil
- Séance extraordinaire

LE CONSEILLER M. YVES ROSSIGNOL

Le conseiller M. Yves Rossignol informe qu'il a assisté aux rencontres suivantes :

- Rencontres Résidence le Pionnier

LA CONSEILLÈRE MME ÉLIANE CHAMPIGNY

La conseillère Mme Éliane Champigny informe qu'elle a assisté aux rencontres et activités suivantes :

- Séance extraordinaire pour le budget
- Comité des finances
- Conseil d'administration de Gestion récréotouristique du Mont Lac-Vert

LE CONSEILLER M. TONY CÔTÉ

Le conseiller M. Tony Côté informe qu'il a assisté aux rencontres suivantes :

- Commission des loisirs
- Rencontre avec le consultant pour la convention collective

LE CONSEILLER M. DAVE SIMARD

Le conseiller M. Dave Simard informe qu'il a assisté aux rencontres et aux activités suivantes :

- Commission des loisirs
- Ressources humaines pour la Maison des jeunes
- Foyer le Pionnier
- Séances extraordinaires
- Comité des finances

LE CONSEILLER M. CHRISTIAN DESGAGNÉS

Le conseiller M. Christian Desgagnés informe qu'il a assisté aux rencontres et aux activités suivantes :

- Rencontres Havre Curé-Hébert
- Séances extraordinaires
- Régie intermunicipale du parc industriel secteur sud

LE MAIRE M. MARC RICHARD

Le maire M. Marc Richard informe qu'il a participé à plusieurs rencontres, notamment dans les dossiers suivants :

- Rencontre maires du secteur Sud



- Réunion régulière à la MRC de Lac-St-Jean
- Conseil d'administration de la Corporation d'Innovation et de développement d'Alma-Lac-Saint-Jean-Est (CIDAL)
- Régie intermunicipale du parc industriel Secteur Sud
- Dépôt du budget municipal
- Conseil d'administration de Gestion récréotouristique du Mont Lac-Vert
- Suivi de dossier avec la direction générale

9. AFFAIRES NOUVELLES

9.1 RATIONALISATION DES INVESTISSEMENTS POUR LA REMONTÉE T1 - MONT LAC-VERT

6761-2021

Considérant les travaux effectués sur la remontée T-2 du Mont Lac-Vert par la firme Dopplemayr sur recommandation de la firme DWB;

Considérant que la municipalité a dû renoncer à la réfection de la remontée T-1 du Mont Lac-Vert faute de budget;

Considérant que monsieur Luc Girard, consultant sénior en optimisation des actifs a proposé ses services à titre bénévole pour analyser le dossier de recommandation et de réalisation des réfections des remontées mécaniques T-1 et T-2 du Mont Lac-Vert;

Considérant que selon la première analyse de monsieur Luc Girard, les justifications des recommandations effectuées ne sont pratiquement jamais basées sur la condition des composantes et les rapports de condition disponibles ne le sont pas au bon niveau de détail et faible en justifications;

Considérant qu'il y a lieu de faire réaliser un audit technique des documents et analyses produits par Dopplemayr et DWB afin de rationaliser et identifier les pistes pour que la municipalité se dégage de la dynamique d'un seul soumissionnaire tout en respectant la norme Z 98;

Considérant que monsieur Luc Girard offre ses services pour réaliser cet audit technique et qu'il demande un budget de 10 000 \$ comprenant ses dépenses de déplacement, les dépenses de professionnels pour des tests d'inspection du câble sur la T-1, des tests pour faire la mesure de vibration et d'acoustique ainsi que la caractérisation de l'huile sur le réducteur Wilson de la remontée T-1, de faire la caractérisation du moteur principal de la remontée T-1 et finalement pour faire la dissection de la chaise 90 et un réexamen en NDT des attaches fixes entreposées au garage.

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

De mandater monsieur Luc Girard pour réaliser le mandat d'audit technique des documents préparés par DWB et par Dopplemayr et de lui dégager un budget de 10 000 \$ à cet effet.

Que cette somme soit défrayée par le surplus accumulé de la Municipalité

9.2 MANDAT POUR SONDAGE DE SOL RANG 2 - PROJET RÉHABILITATION DU RÉSEAU ROUTIER LOCAL (RIRL)

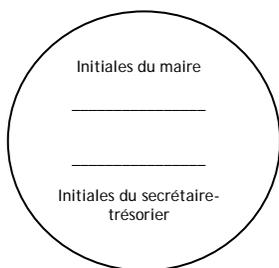
6762-2021

Considérant un éventuel dépôt au programme de subvention RIRL du ministère des Transports du Québec pour la réfection du rang 2;

Considérant que pour élaborer les plans et devis requis pour le dépôt d'une demande au programme RIRL il est nécessaire de faire des sondages de sol afin d'établir les coûts de travaux les plus réalistes possibles;

Considérant la proposition de services du service d'ingénierie de la MRC Lac St-Jean-Est pour plusieurs municipalités désirant déposer une telle demande, dont le coût pour Hébertville est de 8 510 \$ plus taxes;

Considérant l'économie engendrée par la prise en charge de ces sondages par l'équipe de services d'ingénierie de la MRC Lac St-Jean-Est;



Il est proposé par M. Tony Côté, conseiller, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'accepter la proposition de services du service d'ingénierie de la MRC Lac St-Jean-Est pour les sondages de sol pour un coût pour Hébertville de 8 510 \$ plus taxes.

9.3 SÉCURITÉ PUBLIQUE - LE MAIRE DÉCRÈTE DES TRAVAUX D'URGENCE POUR LE SECTEUR DU CHEMIN DES SABLES TOUCHÉ PAR LES EMBÂCLES DU 26 DÉCEMBRE 2020 SELON L'ARTICLE 937 DU CODE MUNICIPAL

6763-2021

Considérant l'article 937 du code municipal du Québec : « 937. Malgré les articles 935, 936 et 938.0.2, dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le chef du conseil peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation. Dans le cas, le chef du conseil doit faire un rapport motivé au conseil dès la première séance qui suit;

Considérant les embâcles de la rivière Belle-Rivière qui ont causé des dégâts à certaines propriétés du chemin des Sables le 26 décembre 2020;

Considérant les bris et dommages causés suite à ces événements climatiques;

Considérant l'urgence d'agir pour sécuriser la population et les lieux;

Il est proposé par M. Christian Desgagnés, conseiller, appuyé par M. Éric Friolet, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'approuver le décret des travaux d'urgence que monsieur le Maire a décrété le 27 décembre dernier.

Le coût de ces travaux sera assumé par le surplus accumulé de la Municipalité.

10. LISTE DES COMPTES

10.1 LISTE DES COMPTES DE LA MUNICIPALITÉ D'HÉBERTVILLE

6764-2021

Il est proposé par Mme Éliane Champigny, conseillère, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser des déboursés du fonds général de la municipalité d'Hébertville pour une somme totalisant 1 686 852,08 \$.

10.2 LISTE DES COMPTES DU MONT LAC-VERT

6765-2021

Il est proposé par Mme Éliane Champigny, conseillère, appuyé par M. Dave Simard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents;

D'autoriser des déboursés du fonds général du Mont Lac-Vert pour une somme totalisant 114 174,11 \$.

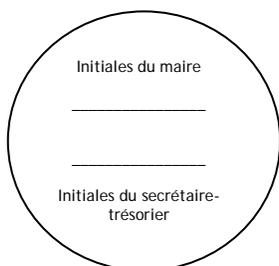
11. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les sujets abordés lors de la période de questions ont été ceux-ci :

- Pourquoi rien n'est prévu au Programme triennal d'immobilisations pour les infrastructures du Mont-Lac-Vert?

Pour l'année 2020, près d'un million de dollars ont été investis au Mont-Lac-Vert. Pour être capable de statuer sur les investissements futurs, ça va rentrer dans l'évaluation complète des besoins lors de la consultation publique.

- Pourquoi la demande de subvention PAFIRS a-t-elle été refusée?



Aucune observation quant au refus n'a été stipulée dans la lettre autre que le fait qu'il y a eu beaucoup de demandes et que peu d'organismes ont été retenus. Anse St-Jean et Chicoutimi ont été refusés aussi. Les budgets n'étaient pas en place pour satisfaire tout le monde.

- Quelles sont les intentions et les actions que le Conseil entend faire suite à ce refus?

Nous allons voir s'il y a d'autres programmes gouvernementaux dans lesquels ce projet pourrait être admissible. Le maire a aussi discuté avec le député Éric Girard afin de trouver des programmes qui permettraient de rendre admissible ce projet.

- Est-ce que le maire a rencontré nos politiciens pour mousser le projet déposé?

Monsieur le Maire dit avoir répondu lors de la question précédente.

- Quand le télésiège # 1 sera remis en fonction et a-t-on un échéancier?

On a donné un mandat pour exécuter certaines analyses et valider certaines données, un échéancier sera proposé suite au rapport qui sera déposé.

- Qu'advient-il du projet de développement domiciliaire au Mont Lac-Vert?

L'appel d'offres sera lancé d'ici quelques semaines et on veut faire évoluer ce dossier le plus rapidement possible.

- Est-ce que de la publicité a été faite pour le projet de développement domiciliaire

La publicité viendra en temps et lieu lorsqu'il y aura dépôt de l'appel d'offres.

- Y a-t-il une liste d'attente pour ceux et celles qui veulent acquérir un terrain?

Certaines personnes ont manifesté un intérêt d'où la volonté du Conseil municipal de faire accélérer le processus.

- Qu'advient-il de la consultation publique, nous avons transmis une liste de noms et nous n'avons eu aucun retour?

Votre liste a bien été reçue et les personnes choisies seront contactées en temps et lieu.

- Y a-t-il un échéancier révisé pour la consultation publique?

Le Conseil désire que la consultation publique se tienne avant les élections générales de 2021, c'est un vœu unanime du Conseil municipal.

- Pourquoi il n'y a pas de travaux à la caserne présentement?

Les travaux étaient prévus pour la semaine du 11 janvier. L'approvisionnement en cette période de COVID est un problème avec lequel nous devons composer.

- En combien consiste les travaux supplémentaires hivernaux sur le projet de caserne?

Un déboursé de 165 000 \$ a été autorisé pour des travaux occasionnés pour une construction en période hivernale, ce qui n'était pas prévu au départ.



- En quoi consiste la location supplémentaire pour les camions (locaux) de la caserne?

Nous avons la même entente mensuelle avec monsieur Jean-Francois Morin pour la location des espaces. Nous avons un préavis de 4 mois à donner avant de quitter les lieux.

- A-t-on un nouvel échéancier de l'entrepreneur pour la construction de la caserne?

Pour le moment tout est dans les temps, mais un suivi sera effectué lors de la prochaine réunion de chantier la semaine prochaine.

- Quand prévoyez-vous un équilibre budgétaire pour le Mont Lac-Vert?

Tout ce qui est service de culture et loisirs n'atteignent rarement l'équilibre budgétaire. Il s'agit de services pour demeurer attractif et se différencier des autres municipalités. Le seul rôle que le Conseil peut agir c'est sur le budget pour diminuer les impacts financiers, mais il y aura toujours un déboursé à faire.

12. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le conseiller M. Christian Desgagnés, conseiller propose de lever l'assemblée, à 19h50.

MARC RICHARD
MAIRE

SYLVAIN PRIVÉ
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE-TRÉSORIER